

P. G. de la Province de Québec
J. Alfred Pilon

DISCOURS

PRONONCÉ À LA

SALLE WINDSOR, MONTREAL

LE 16 FEVRIER, 1892

— PAR —

No 194.

L'HON. JOHN S. HALL

Trésorier de la Province de Québec,

— SUR LES —

AFFAIRES FINANCIERES DE LA PROVINCE

— ET —

CRITIQUE DE L'ADMINISTRATION MERCIER

HJ 2056
Q8
H34

HJ2056

Q8

H34



CANADA

NATIONAL LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

DISCOURS

Prononcé dans la salle WINDSOR, à Montréal, le 16 février 1892, par

L' HON. JOHN S. HALL

Trésorier de la Province de Québec,

Sur les finances de la province ; et critique de l'administration Mercier.

Au cours des observations que je désire faire ce soir sur les finances de la province de Québec, pendant l'administration Mercier, où l'on trouvera des critiques sévères mais justifiées, je m'appliquerai à faire ressortir les quatre points suivants :

1o. L'année fiscale court du 1er juillet au 30 juin suivant. Quand je parlerai d'années on devra entendre qu'elles se terminent au 30 juin.

2o. Je baserai mes chiffres sur les rapports des comptes publics imprimés sous les ordres de mon prédécesseur, l'hon. M. Shehyn.

Je n'admets pas que la classification des dépenses en dépenses ordinaires, extraordinaires ou spéciales, suivant le cas, ou que dans tous les cas les entrées correspondent exactement aux faits. La lecture des discours et des discussions sur nos finances provinciales a fait naître des disputes sur la question de savoir si les différentes dépenses devaient être portées aux comptes des dépenses ordinaires, extraordinaires, ou du capital. Je n'essaierai pas de résoudre la question ce soir.

M. Shehyn a ajouté une catégorie appelée spéciale à la classification des dépenses. Personne, je crois, ne l'admettra, et les chiffres que je vous soumettrai ce soir établiront qu'il porte les réparations des palais de justice, les ponts de fer, les écoles du soir, les livres, les règlements de comptes, etc., au compte des dépenses spéciales. Il me paraît élémentaire que ces dépenses doivent être portées au compte des dépenses ordinaires. Elles se rapportent toutes à la politique du gouvernement.

Cependant, il vaut autant clore pour le moment la discussion du sujet invitant le peuple à se consoler par la pensée que les dépenses, qu'elles soient ordinaires, extraordinaires, spéciales ou autres, doivent être faites à l'aide du revenu ; et que si vous empruntez pour y pourvoir, vous ne pou-

rez rembourser qu'avec les gains du pays. On verra tout à l'heure que ces dépenses dites spéciales, sont de jolis prête-noms pour dissimuler les déficits qui ont régulièrement augmenté tous les ans.

30. Les comptes publics se bornent à établir l'état des recettes et des dépenses, sans égard aux sources des revenus. A tel point que les emprunts temporaires, les fidéi-commis ou les dépôts en garantie des compagnies de chemins de fer sont inscrits aux comptes publics sous la rubrique de recette en espèces et sont versés dans le fonds commun. Quand on fait des déboursés pour l'administration, par exemple, on emploie l'argent des emprunts, des fidéi-commis ou des dépôts de chemins de fer sans qu'il y paraisse dans le rapport du trésorier.

40. L'hon. M. Mercier est arrivé au pouvoir le 17 janvier 1887, au milieu de l'année financière ; et l'hon. M. Shehyn, mon prédécesseur, rejette toute la responsabilité financière de l'année 1887.

Je m'efforcerai de diviser mes remarques avec toute la clarté et la concision possibles, comme suit :

10. L'historique et les résultats des opérations de M. Shehyn avec l'argent reçu et déboursé pendant les quatre années qui s'étendent de 1888 à 1891 et jusqu'au 17 décembre 1891 où cesse sa responsabilité.

20. La situation présente de la province de Québec au point de vue de l'actif et du passif.

30. L'administration sous le régime Mercier.

Avant d'aborder ces questions, je tiens à dire que si parfois j'emploie des expressions un peu fortes, c'est que je n'occupe la position de trésorier provincial que depuis peu ; néanmoins, l'examen que j'ai pu faire des finances de la province m'a convaincu que la dernière administration a fait preuve d'une extravagance insensée qui a versé dans la corruption.

Je fais ces déclarations poussé par le seul devoir qui m'incombe, et à regret, parce que j'ai toujours eu de bons rapports avec les membres de la dernière administration, et qu'ils m'ont toujours traité avec politesse quand j'ai traité avec eux des affaires de mes commettants, de la ville ou de la province.

Arrivons aux faits.

Je me propose de vous soumettre des chiffres établis. J'ai assumé une certaine responsabilité, pourtant je sens que je peux et que je dois m'en décharger en partie sur vous en vous faisant connaître l'état des affaires. Il sera alors de votre devoir, électeurs de Montréal et de la province de Québec, de vous prononcer le 8 mars prochain. C'est vous qui déciderez si l'administration des affaires de la province doit être rendue au parti qui les a si mal gérées durant les quatre dernières années et demie.

HISTORIQUE ET RÉSULTAT DES OPÉRATIONS MONÉTAIRES DE M. SHEHYN.

Je vous prie de me suivre avec patience et attention afin que vous puissiez comprendre avec quelle dextérité mon prédécesseur a caché au public et aux membres de la législature le véritable état des choses.

Le 12 avril 1887, l'hon. M. Shehyn fit son premier discours du budget dans l'assemblée législative. Je l'écoutai avec attention.

Il débuta en assurant la chambre et le pays qu'il allait s'occuper des finances "en homme d'affaires." On l'avait fait passer pour tel dans le pays. Nous verrons bientôt jusqu'à quel point il a mérité cette réputation.

Son discours renfermait un long mais soigneux exposé des finances de la province, y compris l'actif et le passif. Il fut sévère pour ses prédécesseurs, l'hon. J. G. Robertson et toute l'administration, qu'il accusa en langage très-énergique de témérité, d'extravagance voulue et malhonnête.

Dans ce discours, l'hon. M. Shehyn fit maintes promesses d'administration soigneuse et de gouvernement honnête et économe. J'admirai ce discours, mais, après quatre ans d'épreuve, je trouve qu'il a non-seulement violé toutes ses promesses, mais administré avec témérité et corruption ; que nos dettes se sont énormément accrues, que les taxes ont augmenté et que le revenu est loin de suffire aux dépenses courantes.

La preuve en découle avec évidence, car en moins de cinq ans M. Shehyn a fait un emprunt permanent de \$3,500,000, et, il y a un an, il a obtenu l'autorisation de faire un autre emprunt de \$10,000,000 dont \$4,000,000 sont déjà dépensées. La dette de cette province s'est élevée de \$11,389,167,11 en janvier 1887, à \$24,423,683,62 en décembre 1891. Les dépenses annuelles ordinaires, d'après la classification de M. Shehyn lui-même, se sont accrues de \$3,032,771,45 (comptes publics, p. 11) en 1886, à \$4,095,520,45 en 1891 ; et les dépenses spéciales, sans compter les subsides aux chemins de fer, de \$177,000,00 en 1886 à \$820,510,14 en 1891.

M. Robertson n'appelait pas ces dépenses du nom de "spéciales" en 1886, mais, dans son discours, il les attribuait au "capital," car elles étaient faites pour les édifices parlementaires et le palais de justice de Québec. Toutes les autres dépenses, sauf celles pour les chemins de fer, le remboursement des emprunts et des fidéi-commis, étaient portées aux dépenses ordinaires.

Dans son discours, M. Shehyn refusait la responsabilité des opérations financières de 1886-87. Il voulait commencer sur une page blanche, dans ce but il porta toutes les dépenses possibles et imaginables au compte de ses prédécesseurs.

Grâce, dit-il, à l'extravagance de ses prédécesseurs, l'administration Ross-Taillon, la dette flottante était si forte, qu'il ne pouvait en assumer la responsabilité, et il demanda à la chambre un emprunt de \$3,500,000.

S'il l'obtenait, il se faisait fort de faire face à toutes les obligations et à tous les déficits du passé, de conduire à bon port la barque désarmée de 1887, et d'assurer pour l'année 1887-1888 un surplus de \$19,693,20 (page 64 de son discours). Cependant, il ajouta que le loyer des coupes de bois ayant été porté de \$2 à \$5 le 7 avril (cinq jours avant son discours), il obtiendrait un revenu supplémentaire de \$138,234,00, ce qui porterait l'excédant du revenu de 1888 à \$157,927,00.

La chambre eut confiance en ses déclarations et se rendit à ses désirs.

Maintenant, examinons, année par année, le chiffre du revenu et l'emploi qu'il en fit. Il est facile de voir que M. Shehyn prenait l'argent reçu des fidéi-commis, des emprunts temporaires, et des garanties de chemins de fer et le versait dans le fonds commun. Il n'en résulta qu'une chose, c'est qu'en peu de temps il dut avoir recours à un emprunt pour rembourser. On attaqua souvent à la chambre cette manière d'agir, mais il répondait avec assez d'habileté pour tromper la plupart des députés. Et sa réputation d'homme d'affaires porta le peuple à une trompeuse confiance dans ses dires.

1886-1887.

ÉTAT DES DÉPENSES ET RECETTES EN 1886-87.

Dépenses ordinaires.....	\$3,289,697 78
Revenus "	2,965,446 62
Déficit.....	\$ 324,251 16

DÉPENSES SPÉCIALES.

Edifices du Parlement.....	\$ 184,298 00
Palais de Justice, Québec.....	193,212 42
Agrandissement du Palais de Justice de Montréal.....	18,000 00
Subsides aux chemins de fer.....	736,896 70
Construction du chemin de fer Q. M. O. & O.	8,000 00
Acompte non réglé de l'hon. Thomas McGreevy.....	100,000 00
	\$ 1,240,407 12

RECETTES SPÉCIALES.

Prêt du service des incendies de Québec.....	\$ 120 00	
Prêt du fonds des municipalités.....	5,380 00	
		\$ 5,500 00
Excédant des dépenses spéciales sur les recettes.....		1,234,907 12
Excédant total des dépenses spéciales sur les recettes.....		\$1,559,158 28

PAYÉ À MÊME LES REVENUS SUIVANTS :

Reçu des avances et des fidéicommis.....	\$ 111,204 05	
Moins paiements sur avances et fidéicommis	18,510 75	
	<u>\$ 92,693 30</u>	
Reçu d'emprunts temporaires. \$600,000 00		
Remboursé.....	250,000 00	
	<u>350,000 00</u>	
Encaisse au 30 juin 1886	\$1,034,703 49	
Moins mandats non soldés à cette date, payés pendant l'année.....	<u>77,240 14</u>	
	\$ 957,463 35	\$ 1,400,156 67
Laissant à payer, avec une caisse vide		\$ 159,001 61
Soit :		
Mandats non soldés au 30 juin 1887.....	\$ 240,753 27	
Déficit de caisse.....	<u>81,751 66</u>	
		\$ 159,001 61
A la même date le Trésor devait—		
En emprunts temporaires.....	\$ 1,100,000 00	
Fidéicommis	<u>229,105 25</u>	
		\$ 1,329,105 25
La dette consolidée de la Province à cette date était de.....		\$18,854,353 34

Comme il semble y avoir une forte encaisse au 30 juin 1886, il n'est que juste de l'expliquer :—

L'encaisse au 30 juin 1886, était de	\$1,034,703 49
Moins les mandats à payer à cette date.....	<u>77,240 14</u>
	\$ 957,463 35

Sur ces \$957,463.35 en caisse au 30 juin 1886, on en paya \$622,464.00 en subsides aux chemins de fer, avant le 31 janvier 1887, et on en laissa \$100,000 en dépôt à la banque Jacques-Cartier, en rapport avec la créance sur l'hon. Thos. McGreevy. Il restait au 30 juin 1886, une encaisse de \$284,999.35, qui fut employée pour des fins diverses.

M. Shehyn commence donc l'année 1888 avec une dette de \$1,488,106.86, tant en emprunts qu'en fidéi-commis et en appoints de mandats non soldés.

1887-1888

M. Shehyn porte toute la responsabilité de cette année. On suit avec intérêt le nombre croissant d'articles portés aux dépenses spéciales, souvent transportés des dépenses ordinaires, pour faire croire à un excédant des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires.

TABLEAU SYNOPTIQUE DES DÉPENSES ET RECETTES POUR L'ANNÉE 1887-88.

DÉPENSES ORDINAIRES.—déduction faite de
\$55,844.93 dépensées pour les terres de la
couronne, portées au compte des dépenses
spéciales..... \$ 3,865,032 86

Revenu ordinaire, y compris \$721,213 95
formées de \$100,000 de la Province de
l'Ontario, de \$558,393 d'arrérages de taxes
directes, et de \$62,820.95 d'arrérages de
la ville de Montréal.....\$ 3,738,228 39

Excédant des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires..\$ 373,196 03

DÉPENSES SPECIALES.

Edifices parlementaires.....	\$ 250,000 00
Palais de Justice, Québec.....	210,000 00
Agrandissement du Palais de Justice, Montréal.....	21,422 83
Ecole Normale McGill	2,500 00
Palais de Justice et Prison d'Arthabaska..	6,000 00
Appareils de chauffage des Palais de Jus- tice et des prisons... ..	6,000 00
Palais de Justice et bureaux d'enregis- trement, à Kamouraska.....	6,000 00
Ponts de fer.....	25,000 00
Codification des lois.....	45,000 00
Explorations dans le comté de Dorchester, etc	10,000 00
Département des terres de la couronne.— Dépenses pour faire face aux obligations transférées des dépenses ordinaires	55,844 93
Subsides aux chemins de fer.....	648,275 30
Pour la construction du chemin de fer Q. M. O. & O.....	14,000 00
	\$1,300,043 06

RECETTES SPECIALES.—

Prêt du service des incendies de Québec	\$ 540 00
Fonds de prêt des municipalités..	4,891 23

Contribution de Montréal au pont de Hull (partie de \$125,000)	25,444 00	
Contribution de Montréal à l'achat de terrains entre Hochelaga et la place Dalhousie. (partie des \$125,000 00).....	36,735 05	
Remboursé au chemin de fer Q. M. O. & O	316 13	
	<u> </u>	\$ 67,926 41
Excédant des dépenses spéciales sur les recettes spéciales....		\$1,232,116 65
Total de l'excédant des dépenses sur le revenu de l'année...		\$ 858,920 62
A ajouter, excédant des mandats non payés au 30 juin 1887, sur l'encaisse à cette date. Soit: encaisse au 30 juin 1887.....	\$ 81,751 66	
Mandats non soldés à cette date.....	240,753 27	
	<u> </u>	159,001 61
		<u> </u>
		\$1,017,922 23

PAYÉ À MÊME LES REVENUS SUIVANTS:—

Reçu des avances et des fidéicommiss.....	\$ 54,588 81	
Moins paiements sur avances et fidéicommiss	51,667 83	
	<u> </u>	\$ 2,920 98
Reçu d'emprunts temporaires... \$400,000 00		
Reçu du produit de l'emprunt de 1888.....	3,378,332 50	
	<u> </u>	\$3,788,332 50
Remboursé sur les emprunts temporaires.....	1,560,000 00	
	<u> </u>	2,278,332 50
	<u> </u>	\$ 2,281,253 48
Balance des recettes brutes sur les dépenses brutes.....		1,263,331 25
Pendant cette année M. Shehyn effectua l'emprunt de \$3,500,000, dont l'appoint, à la fin de l'année, se décompose ainsi:—		
Encaisse au 30 juin 1888	\$1,723,850 07	
Moins à payer pour mandats à solder.....	460,518 82	
	<u> </u>	\$ 1,263,331 25

Tel est l'appoint des \$3,378,332.50, produit de l'emprunt de 1888 et autres recettes. Les emprunts temporaires de \$1,100,000.00, non remboursés au 30 juin 1887, ayant été faits à même le dit emprunt.

Le département du trésor devait à la même date en fidéi-

commis, la somme de.....	\$ 229,026 24
La dette consolidée de la province était à cette date de.....	22,454,353 34

Grâce à l'emprunt, M. Shehyn avait donc pour commencer l'année 1888-89, une encaisse de \$1,263,381.25, y compris \$229,026.23 en fidéicommis. Mais, nous verrons plus tard que beaucoup d'obligations qui avaient nécessité l'emprunt de \$3,500,000 n'avaient pas encore été payées.

Dans son discours du 15 février 1889, (page 7), l'hon. M. Shehyn dit : "Nous avons à accuser pour 1888 un excédant de \$373,000 de recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires."

J'espère montrer que l'excédant de \$157,927 promis dans son discours d'avril 1887, s'était fondu, et que les \$373,000 étaient un mythe ! Il reçut les sommes suivantes sur lesquelles il ne comptait pas, et auxquelles il ne fait pas même allusion dans son discours de 1887 :

Du fonds des écoles de l'Ontario	\$ 100,000 00
Arrérages de taxes des compagnies commerciales.....	558,393 00
De la ville de Montréal, en règlement de compte.....	62,820 95

	\$ 721,213 95
A soustraire l'excédant supposé	\$ 373,000 00

Déficit.....	\$348,213 95
--------------	--------------

Sans compter \$135,000, au moins, portées aux dépenses spéciales, quoiqu'elles fassent partie des dépenses ordinaires.

M. L. G. Desjardins critiqua furieusement les pronostics et l'administration de M. Shehyn et cita ces chiffres. M. Robertson et moi-même lui succédâmes, et à force de taper nous forçâmes M. Shehyn à répondre et à citer des faits. Il le fit, et dans son discours du 8 mars 1889, page 21, il fait allusion à l'année 1888, et admet que "selon ses prévisions budgétaires, il comptait sur une recette totale de \$3,020,522 80, sans compter \$40,000 reçues du fonds des écoles communales, en plus des \$60,000 sur lesquelles il comptait lors de ses prévisions, ni les \$557,665 et les \$100,000 d'augmentation dans les autres services, qu'il n'avait pas incluses dans ses prévisions." Il fit naturellement allusion aux prévisions budgétaires dans son discours de 1887.

RÈGLEMENT DE COMPTE AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Le 8 août 1887, le gouvernement avait une créance sur la ville de plusieurs années, s'élevant à \$245,637 46 pour l'entretien des aliénés, des détenus, pour les gardiens des prisons, pour une souscription au pont de Hull, et pour le prix de terrains expropriés pour le chemin de fer, d'Hochelaga à la place Dalhousie. Elle fut réglée pour \$125,000.00, dont 62,320.95 furent placées comme il a été indiqué ci-dessus au compte des recettes ordinaires, et la balance \$62,179.05 au compte des recettes spéciales.

Puis, pour l'année 1888-89, le gouvernement estima (page 47 du discours du 14 juin 1888) l'excédant des dépenses sur les recettes ordinaires, à \$68,418.06. Voici un tableau synoptique des transactions de cette année, suivant la classification des dépenses faites par M. Shehyn.

1888-1889

Dépenses ordinaires.....	\$3,543,618 64
Recettes "	3,625,115 20

Excédant des recettes sur les dépenses ordinaires	81,496 56
---	-----------

DÉPENSES SPECIALES.

Edifices parlementaires.....	\$125,729 53
Palais de Justice de Québec.....	42,733 59
Agrandissement du palais de Justice de Montréal.....	50,000 00
Palais de Justice et prison d'Arthabaska.....	1,400 00
Appareils de chauffage du Palais de Justice et des prisons.....	6,000 00
Palais de Justice et bureaux d'enregistrement de Kamouraska.....	4,000 00
Palais de Justice et prison de Bonaventure.....	4,000 00
Ponts de fer.....	50,000 00
Codification des lois.....	26,324 40
Exploration du comté de Dorchester.....	10,000 00
Compensations pour erreurs d'arpentage dans Rouville.....	10,500 00
Spencerwood, écuries, etc.....	4,000 00

PAYÉ A MI DE LES REVENUS SUIVANTS :

Achat de grains de semence	50,000 00
Arbitrage entre Québec et Ontario.....	1,673 72
Créance Lockwood.....	10,000 00
Pont du chemin de fer de Québec.....	1,277 16
Subsides aux chemins de fer.....	1,049,847 00
Construction du chemin de fer Q.M.O. & O.	26,800 00

\$1,474,285 40

RECETTES SPECIALES.

Emprunt du service des incendies de Québec.....	\$ 360, 00
Fonds de prêt des Municipalités..	85,538,60
Remboursement de l'école Normale McGill.....	2,454 00
	\$88,352 60

Excédant des dépenses spéciales sur les recettes spéciales..... \$1,385,982 80

Total de l'excédant des dépenses sur les recettes de l'année... \$1,304,435 24

PAYÉ A MEME LES REVENUS SUIVANTS :

Recettes pour le compte des
avances et fidéi-commis..... \$54,427,42

Dépôts en garantie des compa-
gnies de chemins de fer..... 2,229,670 45

----- \$2,284,097,87

Moins déboursés pour le
compte des avances et des fidéi-
commis..... \$ 48,317 52

Remboursement aux compa-
gnies de chemins de fer..... 57,915 23

----- 106,232 75

\$ 2,177,865 12

Encaisse au 30 juin 1888.....\$1,723,850 07

Moins mandats non soldés.... 460,518 82 \$1,263,331 25

Balance des recettes brutes sur les dépenses brutes..... \$3,441,196 37

Décomposées en..... 2,136,760 13

Encaisse au 30 juin 1889..... \$2,210,019 79

Moins mandats non soldés, 1889..... 73,259, 66

Laissant une balance disponible de..... \$2,136,760 13

Ceci après avoir épuisé la balance de l'emprunt de 1888. Le Trésor était
endetté à la même date comme suit :

Balance des dépôts en garantie des chemins de fer reçus pen-
dant l'année..... \$2,171,755 22

Fidéi-commis 262,947 48

----- \$ 2,434,702 70

La dette de la province était à cette date de..... \$22,354,353 84

M. Shehyn commence l'année 1889-90 en dette de \$297,942.57. Telle est la différence entre l'encaisse et le montant des fonds des chemins de fer et de fidéi-commis. L'emprunt de \$3,500,000 était tout dépensé, et un grand nombre d'obligations pour lesquelles il avait été fait, restaient impayées. Voir l'état L annexé.

Dans son discours du 21 février 1890, (page 10), M. Shehyn se félicite de l'excédant de \$84,565.56. Ici encore il aurait été loin de compte s'il n'avait pas inclus la somme de \$118,097 produite par la vente des coupes de bois de l'année 1889.

Voici, d'après ses propres chiffres, les opérations de l'année 1889-90.

1889-1890

TABLEAU SYNOPTIQUE DES DEPENSES ET DES RECETTES.

Dépenses ordinaires	\$ 3,881,672 95	
Recettes "	3,536,783 79	
Déficit.....		\$ 344,889 16
DEPENSES SPECIALES.		
Edifices parlementaires	\$ 162,760 00	
Palais de justice de Québec.....	49,037 36	
Nouvelles voûtes pour les palais de justice et les prisons	4,534 47	
Palais de justice et bureau d'enregistrement de Kamouraska	2,512 00	
Ponts de fer.....	76,460 42	
Codification des lois.....	86,675 00	
Explorations dans le comté de Dorchester.....	9,824 50	
Spencerwood—serres, cellier, etc.....	10,231 00	
Pont du chemin de fer de Québec.....	404 53	
Ecoles du soir	19,737 45	
Bibliothèque du code civil	6,000 00	
Dictionnaire numérique de Boucherville.....	2,785 00	
Héritiers de feu John Langelier	5,000 00	
Portraits du président	1,600 00	
Réparations à l'école du frère Arnold.....	999 38	
Bibliothèque de feu le juge Polette.....	3,000 00	
Héritiers de feu le juge Loranger	2,182 40	
Nouvelle carte de la province de Québec.....	10,200 00	
Ville de St-Jean	3,500 00	
Installation des chambres.....	4,640 00	
Impression, reliure, etc., des lois pour corri- ger les omissions de 1878	6,500 00	
Règlement de la succession des Jésuites.....	400,000 00	
Subsides aux chemins de fer	327,417 97	
Construction du ch. de fer Q. M. O. & O.....	16,000 00	
RECETTES SPECIALES.	\$ 1,162,001 48	
Prêt du service des incendies de		
Québec	\$ 623 28	
Fonds de prêt des municipalités..	3,200 00	
Casernes des Jésuites.....	30,000 00	
		\$ 33,823 28

Excédant des dépenses spéciales sur les recettes spéciales ... \$ 1,128,178 20

Excédant total des dépenses sur les revenus..... \$ 1,478,067 86

A ajouter : paiements pour le
compte des avances et fidéi-
commis \$ 14,163 98

Remboursement des dépôts de
garantie des compagnies de
chemins de fer..... 255,069 24

\$ 269,283 22

Moins : recettes pour le compte des avances
et des fidéi-commis.....

18,318 43

\$ 250,919 79

\$ 1,723,987 15

Encaisse le 30 juin 1889\$2,210,019 79

Moins : mandats non soldés ... 73,259 66

2,136,760 13

Balance des recettes brutes sur les dépenses brutes..... \$ 412,772 98

Décomposées en :

En caisse au 30 juin 1890..... \$ 525,344 43

Moins : mandats non soldés, 1890..... 112,571 45

412,772 98

A la fin de l'année 1889-90, la situation devenait critique, quoiqu'elle fût soigneusement cachée par M. Shehyn. Voici les faits :

L'encaisse disponible était de..... \$ 412,772 98

Rien ne restait de l'emprunt de 1888.

Le département du Trésor devait aux chemins de fer, en ga-

rantie..... \$1,916,985 98

Fidéi-commis 261,861 27

\$2,178,047 25

La dette consolidée de la province était à cette époque de.... \$22,854,353.84

Mr. Shehyn commence l'année 1890-91 avec une dette de \$1,765,274,27 en sus de l'encaisse, répartie entre les fidéi-commis et les dépôts des compagnies de chemins de fer, qu'il a dépensés, et l'emprunt de \$3,500,000 est épuisé.

On approchait de la limite.

En attendant, en juin 1890, les élections locales eurent lieu. Partout on entendait parler de la bonne administration de M. Shehyn, et de la situa-

tion florissante des finances de la province. L'ère des déficits était fermée.

M. Robertson, M. L. G. Desjardins et moi, nous essayâmes pendant les différentes sessions d'avertir le peuple et d'exposer les faits. On prônait toujours M. Shehyn comme "homme d'affaires," et la plupart des gens le croyaient sur parole. La majorité des membres de la législature le croyaient encore, et le public se reposait sur lui. Qu'en résulta-t-il ?

La nouvelle législature se réunit en novembre 1890, et M. Shehyn se confessa à la chambre dans son discours du 5 décembre 1890. Il admit un déficit dans les dépenses ordinaires de \$344,000 pour cette année, même selon sa propre classification. Quant à ses dépenses spéciales et ordinaires, il lui était difficile de dire où il en était, tout le monde, sauf lui, était à blâmer. Il ne pouvait pas, dit-il, arrêter les dépenses ou contrôler le service. Il fallait blâmer la chambre de voter de l'argent, des subsides, etc ; cependant il n'avait jamais montré dans aucun de ses discours où nous allions, ou que nous fussions en présence d'une augmentation d'impôts et de plus forts emprunts. Il essaie longuement de se tirer d'affaires, bref, après des années de dissimulation, il avoue une dette flottante de \$6,762,033,86 au 30 juin 1890 (page 25 de son discours), qu'il n'a pas les moyens de payer.

Malgré cela, les dépenses insensées continuent après cette date, et le 30 décembre 1890, quand la législature se réunit, on déposa un bill autorisant un autre emprunt au montant de \$10,000,000, pour faire face à la dette flottante au 30 juin 1890, fruit de l'administration de M. Shehyn et imposée sous l'administration de M. Mercier.

L'emprunt de \$10,000,000 était basé sur la dette flottante de la province, au 26 décembre 1890, décrite dans l'acte comme suit :

(54 Vic., chap. 2.)

Mandats non soldés	\$ 112,571 45
Dépôts temporaires.....	261,361 27
Dépôts-garanties des compagnies de chemins de fer.....	1,916,685 98
Subsides accordés, mais non payés	2,898,247 88
Dettes du chemin de fer Q. M. O. & O.....	122,364 00
Perte sur dépôt à la banque d'Echange.....	27,000 00
Allocation aux protestants dans le règlement de la succession des Jésuites.....	62,961 00
Prévisions des dépenses spéciales, 1890-91	912,183 00
	\$ 6,818,374 58
Moins, encaisse au 1er juillet 1890	525,844 48
	\$ 5,788,030 15

Dépenses spéciales supplémentaires, 1890-91.....	115,488 71
Prévisions des dépenses spéciales, 1891-92.....	588,555 00
Subsides aux chemins de fer votés à la session de novembre-décembre 1890	4,400,320 00
	\$10,862,353 86

Si jamais il y eut une administration téméraire, imprévoyante et extravagante, c'est celle-là, malgré ses déclarations. Les chiffres et les états de comptes ci-dessus en sont la preuve. J'ai fait une petite digression historique pour montrer ce qui advint après le 30 juin 1890.

1890-91

L'étude des opérations monétaires pour l'année 1890-91 donne les résultats suivants. Il est amusant de voir grossir les "dépenses spéciales." L'absurdité du système est palpable.

TABEAU SYNOPTIQUE DES DEFENSES ET RECETTES.

Dépenses ordinaires	\$ 4,095,520 45
Recettes ordinaires.....	3,457,144 32
Déficit	\$ 638,376 13

DÉPENSES SPÉCIALES.

Edifices parlementaires	\$ 13,495 34
Palais de justice de Québec	159,007 00
Agrandissement du palais de justice de Montréal.....	150,000 00
Nouvelles voûtes pour palais de justice et prisons	7,000 00
Appareils de chauffage pour palais de justice et prisons	8,000 00
Palais de justice et prison de Sherbrooke ...	3,000 00
do do Gaspé.....	2,286 00
Prison de Québec.....	3,890 00
Palais de justice et prison d'Iberville.....	3,000 00
Prison neuve de Montréal	27,268 44
Ponts de fer.....	100,000 00
Spencerwood, serres et cellier	1,000 00
Pont du chemin de fer de Québec.....	1,750 00
Ecoles du soir	40,000 00
Empierrement de routes..	6,315 28

Chemins de colonisation, explorations, etc ..	50,000 00	
Ecole Normale McGill, Montréal.....	60,805 00	
Compagnie de l'exposition, frais de réparations, Montréal.....	25,000 00	
Emplacement de l'exposition, Montréal.....	28,721 90	
Fonds de reconstruction de l'université de Toronto.....	10,000 00	
Aides aux sinistrés de Beauharnois, Vaudreuil et Huntingdon..	9,880 00	
Volume supplémentaire, statuts révisés.....	6,009 84	
Edifice des arts et métiers, Québec.....	5,532 00	
Ecole Normale Jacques-Cartier, Montréal...	80,000 00	
Index général du livre-journal de l'Assemblée Législative.....	6,000 00	
Mémoire du chevalier de Lévis.....	3,150 00	
Frais de maladie et obsèques de Mrg. Labelle	2,942 90	
Acompte à la commission sur la culture du sucre de betteraves.....	6,206 00	
Subsides aux chemins de fer.....	885,255 00	
Construction du chemin de fer Q. M. O. & O.	70,364 27	
Dépenses spéciales (sans recettes).....	\$	1,775,874 41
Excédant total des dépenses sur les recettes.....		2,414,250 54

PAYÉS A MÊME LES REVENUS SUIVANTS :—

Recettes pour le compte des avances et des fidéi-commis...\$	15,149 02		
Dépôts-garanties des compagnies de chemins de fer.....	278,520 00	\$293,669 02	
Moins paiements pour le compte des avances et des fidéi-commis	57,177 42		
Remboursement des dépôts-garanties de crédits de chemins de fer.....	222,097 41		
		279,274 83	
		14,394 19	
Recettes d'emprunts temporaires		2,223,333 33	
Encaisse au 30 juin 1890	525,344 43		
Moins mandats non soldés à cette date.....	112,571 45		
		412,772 98	2,650,500 50

Balance des recettes brutes sur les dépenses brutes.....		236,249 96
Décomposées en :		
Encaisse au 30 juin 1891.....	471,852 59	
Moins mandats non soldés.....	235,602 63	
		236,249 96
L'encaisse disponible à cette date était de...		236,249 96
Le département du Trésor devait :		
Emprunts temporaires	2,223,333 33	
Dépôts-garanties des crédits aux chemins de fer.....	1,973,108 57	
Fidéli-commis.....	262,252 47	
		4,458,694 37

La dette consolidée de la Province était à cette date de.....\$22,354,353 34

Au commencement de l'année 1891-92 la province devait donc en emprunts temporaires, en fidéicommiss et en dépôts-garanties des compagnies de chemins de fer la somme énorme de \$4,222,444.41, en sus de l'encaisse reçue et employée aux frais généraux; et pas un sou pour la payer, sauf l'espoir de négocier un nouvel emprunt de \$10,000,000. Il fallait, en outre, faire face à d'énormes obligations, à de nouvelles dépenses, à de nouveaux subsides de chemins de fer et aux charges de la dette flottante.

1891, JUSQU'AU 17 DÉCEMBRE.

J'arrive à deux points difficiles : celui de mettre en lumière les opérations monétaires jusqu'au 17 décembre 1891, date du renvoi de l'administration Mercier ; et celui d'établir les prévisions budgétaires jusqu'au 30 juin 1892. Les livres établissent ce qui suit, jusqu'au 17 décembre 1891, en tenant compte de la somme d'environ \$4,000,000 déjà dépensée sur l'emprunt de \$10,000,000 :

TABLEAU SYNOPTIQUE DES DÉPENSES ET RECETTES DU 1^{ER} JUILLET AU 17 DÉCEMBRE 1891.

Dépenses ordinaires.....	\$2,083,015 47	
Recettes ordinaires.....	1,534,938 35	
Déficit à prévoir.....		\$548,077 12
DÉPENSES SPÉCIALES :		
Edifices du parlement.....	\$ 7,788 93	
Agrandissement du palais de justice de Montréal	42,086 23	
Appareils de chauffage des palais de justice et des prisons.....	12,000 00	

Palais de justice et prison de Bryson.....	6,321 10	
Prison neuve de Montréal.....	144 00	
Ponts de fer.....	22,234 58	
Spencerwood, loge du portier.....	600 00	
Ecoles du soir	23,044 86	
Empierrement de routes.....	81 95	
Nouvel immeuble de l'école normale—Laval	852 40	
Edifice national, Montréal.....	5,000 00	
Reconnaisances du palais de justice de Kamouraska.....	8,105 00	
A la commission sur la culture du sucre de betteraves.....	4,909 85	
Commission royale sur la Baie-des-Chaleurs	10,000 00	
Subsides aux chemins de fer.....	325,855 00	
	<u>\$468,973 40</u>	
RECETTES SPÉCIALES :		
Fonds de prêt des municipalités.....	\$ 3,000 00	
Remboursement du fonds des subsides aux chemins de fer.....	3,847 10	6,847 10
Excédant des dépenses spéciales sur les re- cettes spéciales.....		<u>\$462,126 30</u>
Excédant total des dépenses sur les recettes jusqu'au 17 décembre 1891.....		<u>\$1,010,203 42</u>
A ajouter, paiements pour le compte des avances et fidéi- commis.....	7,383 40	
Remboursement des dépôts-ga- ranties.....	112,342 93	
	<u>119,726 33</u>	
Moins recettes pour le compte des fidéicom- mis.....	3,374 18	116,352 15
		<u>1,126,555 57</u>
PAYÉ À MÊME LES REVENUS SUIVANTS :		
Encaisse au 30 juin 1891	471,852 59	
Moins mandats non soldés, 1891, soldés entre le 1er juillet et le 17 décembre 1891.....	235,602 63	
	<u>236,249 96</u>	
Produit de l'emprunt de 1892 \$3,707,530 00		
Remboursement des emprunts temporaires.....	2,073,333 33	1,634,196 67
		<u>1,870,446 68</u>

Balance des recettes brutes sur les dépenses

brutes.....		748,891 06
Décomposées en—		
Encaisse au 17 décembre 1891.....	898,491 27	
Moins mandats non soldés, 1891.....	149,600 21	748,891 06

montant de ce qui reste des \$3,707,530, produit de l'emprunt de 20,000,000 francs et autres recettes (\$2,078,000 d'emprunts temporaires, non remboursés au 30 juin 1891, payés à même)

Le Trésor devait à cette date :

Emprunts temporaires.....	150,000 00	
Dépôts-garanties de ch. fer.....	1,860,766 98	
Fidécimmis.....	265,376 65	
		<u>2,276,143 63</u>

La dette consolidée de la province à cette date était de..... 26,214,353 34
 De la balance ci-dessus en caisse au 17 décembre..... 748,891 06
 les sommaires suivantes seules sont disponibles pour le but spécial de leur dépôt :

Dépôts-garanties de ch. de fer.....	387,563 67	
Dépôts pour assurer avances des banques aux Cies de chemin de fer.....	64,180 00	
Dépôts spéciaux en banque non payables avant le 1er janvier.....	75,000 00	
		<u>526,693 67</u>

Laissant une somme disponible de \$217,197.39 pour dépenses immédiates.

Tout cela a été dépensé pour les services ordinaires et en subsides de chemins de fer dûs et payables, et il est encore redû \$2,276,143.63 en garanties de Cies de chemin de fer, en fidécimmis et en emprunts temporaires.

Je l'ai dit, ces prévisions ne correspondent pas aux obligations probables de fin d'année, mais je les donne pour montrer le résultat des opérations monétaires à la date de la retraite de M. Shehyn.

Je soumettrai les prévisions budgétaires de l'année entière sitôt que j'aurai disposé de l'emprunt d'environ \$4,000,000.00.

L'EMPRUNT DE \$4,000,000.00

Nous avons vu que pendant cette période une partie de l'emprunt de \$10,000,000, autorisé par 54 Vic., ch. 2 (déc. 1890) avait été négocié. L'emprunt était de 20,000,000, frs, ou \$4,000,000 et fut négocié à Paris. On émit 40,000 obligations de la province de 500 frs. chacune, portant la date du 15 juillet 1891, et rachetables à Paris, dans deux ans, avec coupons d'intérêts

semestriels à 4 p. c. Les obligations furent mises sur la place à 490 frs ; mais on paya sur chaque obligation une commission de 9,75 frs. au Crédit Lyonnais et à la banque de Paris et des Pays-Bas pour les émettre. Il resta à la province 480,25 par obligation de 500 frs.

PRODUIT DE L'EMPRUNT :

20,000,000 frs. à 19 3-10 frs. p. fr.....	\$3,860,000 00
Vendu à frs., 480,25 par 500 frs. (8,95 p. c. escompte).....	152,470 00
19,210,00 frs. au crédit de la province, à Paris, au 15 août 1891.....	<u>\$3,707,530 00</u>

DÉPENSES :

Timbre sur obligations.....	\$5,790 00
Impression et gravure des ".....	965 00
Assurance et fret sur ".....	96 50
Perte sur échange à jour.....	14,016 72
Frais de voyage.....	8,802 24
	<u>\$29,670 46</u>

La province paie aussi une commission de $\frac{1}{2}$ p. c. pour le paiement des coupons d'intérêts, et une commission de $\frac{1}{4}$ p. c. pour le rachat du capital, si l'emprunt n'est pas confondu avec la balance de \$6,000,000 comme partie de l'emprunt total.

L'emprunt est plutôt onéreux qu'avantageux pour la province.

Aucun homme d'affaires ne l'approuverait, pas plus que la dépense pour l'émission d'obligations à si courte échéance. Quant à l'intérêt, la province perd un mois de jouissance, du 16 avril au 16 août, date du versement. En sorte que, y compris les dépenses, nous payons un intérêt de $6\frac{1}{2}$ p. c.. Il n'est pas douteux que l'on aurait pu obtenir ce montant de nos banques à meilleur compte, à même échéance.

Il faut que je vous dise franchement comment nous allons terminer l'année 1891-92.

1891-1892

SOMMAIRE DES PREVISIONS DE RECETTES ET DEPENSES DE LA PROVINCE DE QUEBEC POUR L'ANNEE FISCALE 1891-92, D'APRES LES RAPPORTS REVUS DES DIFFERENTS DEPARTEMENTS.

RECETTES.

Recettes ordinaires, prévues par l'hon. J. Shehyn, trésorier, dans son discours du budget du 5 décembre 1890.....	\$3,567,435,70
A déduire des prévisions du ier, la diminution du revenu des terres de la couronne.....	<u>250,000 00</u>
	<u>\$3,317,435 70</u>

A ajouter les sommes suivantes qui seront
perçues en sus des prévisions du trésorier

Intérêts sur dépôts, etc.....	\$25,211 57
Administration de la justice.....	7,784 19
Licences.....	50,000 00
Taxes directes.....	4,000 00

86,945 76

\$3,404,881 46

1,526,498 12

Reçu acompte jusqu'au 17 déc. 1891.....

A recevoir du 17 déc. 91 au 30 juin 92.....

\$1,877,888 84

DEPENSES.

Dépenses ordinaires prévues au budget par
le trésorier.....

\$3,558,894 79

A ajouter les sommes suivantes, jugées né-
cessaires aux services suivants, pour
l'année :

Intérêt de la dette publique.....	\$154,400 00
Intérêts sur emprunts temporaires et dépôts	3,500 00
Gestion de la dette publique.....	35,671 00
Législation.....	8,000 00
Service civil.....	16,200 00
Administration de la justice.....	102,221 41
Prisons et écoles de réforme.....	41,000 00
Loyers, assurances et réparations des im- meubles publics.....	25,000 00
Réparations des palais de justice et des prisons.....	18,000 00
Asiles d'aliénés.....	60,788 65
Terres de la couronne.....	86,000 00
Services divers.....	15,709 85

556,490 91

4,115,385 70

2,097,925 32

Déboursé de ce chef jusqu'au 17 décembre '91

A payer du 17 décembre 1891 au 30 juin '92

2,017,460 38

DÉPENSES SPÉCIALES.

3,945 76	Prévisions du trésorier pour la même période.....	1,826,581 39	
4,881 46	A ajouter les somme suivantes, jugées nécessaires pour services suivants, pendant l'année :		
3,498 12	Agrandissement du palais de justice de Montréal	\$ 180,000 00	
7,883 84	Ecole Normale Jacques-Cartier.....	29,757 90	
	Ecole Normale McGill	6,580 00	
	Subsides aux chemins de fer.....	214,771 95	
			431,109 85
			\$ 2,257,691 24
	Déboursé de ce chef jusqu'au 17 décembre.....	566,496 48	
8,894 79	A payer entre le 17 décembre 1891, et le 30 juin 1892.....	\$ 1,691,284 76	
	Ces prévisions, revues, montrent que les opérations financières de l'année 1891-92 auront les résultats suivants :		
	Recettes ordinaires prévues, après révision..	\$ 3,404,381 46	
	Dépenses do do do ..	4,115,885 70	
			\$ 711,004 24
	Dépenses spéciales prévues, après révision ..	\$ 2,257,691 24	
	Recettes do do do ..	3,000 00	
			\$ 2,254,691 24
	Excédant des dépenses sur les recettes pour l'année 1891-92..	\$ 2,965,695 48	

Cependant, il est possible que de \$300,000 à \$400,000 de la somme votée pour dépenses spéciales ne soient pas dépensées.

II.

ACTIF ET PASSIF.

L'examen de notre actif et de notre passif au 31 janvier 1887, date de l'entrée aux affaires de mon prédécesseur, et au 17 décembre 1891, date de sa sortie, fait en rapport avec les comptes que je viens de vous soumettre, montrera clairement le résultat de l'administration et l'augmentation énorme de la dette. De fait, elle a plus que doublé en quatre ans et demi.

M. Shehyn fit établir l'état de l'actif et du passif au 31 janvier 1887, et depuis il l'a fait faire au 30 juin de chaque année, et je l'ai fait établir jusqu'au 17 décembre 1891.

Je pourrais remonter au 30 juin 1886, dernière année de l'administration Ross-Taillon, et vous montrer que la différence est très grande; mais comme le temps me manque, j'étudierai l'actif et le passif durant le régime de M. Shehyn.

SOMMAIRE.

ACTIF ET PASSIF.

1887—31 janvier—Passif.....	\$22,143,447 65
Actif.....	10,754,280 54
Dette nette.....	<u>\$11,389,167 11</u>
1887—30 juin—Passif	\$22,188,700 08
Actif.....	10,859,069 10
Dette nette.....	<u>\$11,329,620 98</u>
1888—30 juin—Passif	\$24,180,461 56
Actif.....	12,284,969 49
Dette nette.....	<u>\$11,895,492 07</u>
1889—30 juin—Passif.....	\$27,157,808 21
Actif.....	12,813,960 50
Dette nette.....	<u>\$14,343,847 71</u>
1890—30 juin—Passif.....	\$27,186,852 25
Actif.....	11,131,785 14
Dette nette.....	<u>\$16,055,067 11</u>
1891—30 juin—Passif.....	\$34,888,207 05
Actif.....	11,139,553 30
Dette nette.....	<u>\$23,748,653 75</u>
1891 17 décembre—Passif.....	\$35,984,875 60
Actif.....	11,561,191 98
Dette nette.....	<u>\$24,423,683 62</u>

Il faudrait trop de temps pour donner un état détaillé pour chaque année. Je l'ai pourtant sur moi. Je vous soumettrai pourtant, d'abord l'état de l'actif et du passif au 31 janvier 1889, préparé par les soins de M. Shehyn. Il l'arrange à son avantage autant que possible, et porte au compte de ses prédécesseurs toutes les dettes qu'il peut.

ETAT APPROXIMATIF DU PASSIF ET DE L'ACTIF DE LA PROVINCE DE
QUÉBEC AU 31 JANVIER 1887.

PASSIF.

Dette consolidée, non soldée.....	\$18,155,013 33	
Emprunts temporaires et dépôts.....	729,227 67	
Mandats non soldés au 31 janvier 1887.....	16,196 78	
Déficit prévu du revenu de l'année courante, 1886-87, sur les dépenses, paiements à faire aux chemins de fer, pour les édifices du parlement et la construction du chemin de fer Q. M. O. & O. et créance, et palais de justice de Québec, non compris.....	370,842 06	
Subsides de chemins de fer autorisés, mais non gagnés.....	579,732 25	
Subsides en terres aux chemins de fer, convertis en argent en vertu du 49-50 Vic., chap. 77, et autorisés par ordre-en-conseil avant le 31 janvier 1887. Soit 3,800,500 acres de terre à 70 sous l'acre.....	\$2,660,350 00	
Premier versement de 35 sous par acre à mesure que l'ouvrage se fait.....	\$1,330,175 00	
Payé de ce chef jusqu'au 31 janvier 1887...	245,846 50	1,084,328 50
Subsides en terre qui peuvent être convertis en argent. Soit 1,326,000 acres à 70 sous l'acre.....	928,200 00	
Premier versement de 35 sous par acre à mesure que l'ouvrage se fait.....		464,100 00
Pour compléter les édifices du parlement :		
Créance reconnue au 31 janvier.....	\$ 90,000 00	
Appoint nécessaire pour compléter les travaux.....	115,113 91	205,113 91
Contrat pour statues.....		25,000 00
Pour compléter le palais de justice de Québec :		
Créance reconnue pour travaux faits jusqu'au 31 janvier.....	\$70,000 00	
Appoint.....	152,823 15	\$222,823 15

Balance de terres et autres.	
Dettes envers le chemin de fer Q. M. O. & O.....	64,070 00
Perte sur dépôts à la banque d'Echange	27,000 00
Obligations du palais de justice de Québec	200,000 00
	\$22,148,447 65

ACTIF.

Partie du prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O., déposé dans les banques.. \$	400,000 00	
Partie du dit prix placé en obligations du palais de justice de Québec.....	200,000 00	
Balance du dit prix.....	7,000,000 00	
		\$ 7,600,000 00
Capitalisation des subsides des chemins de fer en vertu de l'acte fédéral 47 Vic., chap. 8.....		2,894,000 00
Dépôt spécial dans la banque Jacques-Cartier, dont le paie- ment a été interdit pour cause de contre-crédance sur l'hon. Thomas McGreevy		100,000 00
Espèces dans les banques.....		11,473 00
Prix de construction de l'école Jacques-Cartier, à être rem- boursé par vente d'une partie de la propriété.....		138,348 02
Avances à différentes personnes.....	88,271 40	
Intérêt approximatif dû par le fonds des écoles de l'Ontario.....	100,000 00	
		188,271 40
Souscription de la ville de Montréal au pont de Hull.....		50,000 00
Contribution de la ville de Montréal pour l'expropriation entre Hochelaga et la place Dalhousie.....		72,188 02
Taxe sur le palais de justice de Québec en vertu de l'acte 45 Vic. chap. 26, et 48 Vic. chap. 15		200,000 00
		\$ 10,754,280 54
Excédant du passif au 31 juin 1887.....		11,389,167 11
		\$22,148,447 65

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,

QUÉBEC, 30 MARS 1867.

Le trésorier adjoint de
la Province de Québec,
H. T. MACHIN.

Je passe par-dessus les détails des états de compte de chaque année et j'arrive au 17 décembre 1891. Les détails de cette année-là feront voir au public de quelle manière effrayante se sont accrues les dépenses.

Etat approximatif du passif et de l'actif de la province de Québec au 17 décembre 1891.

PASSIF.

	Dette consolidée, non soldée.....	\$25,209,873 33
	Emprunts temporaires.....	150,000 00
	Fidéi-commis.....	258,243 25
	Dépôts des compagnies de chemins de fer pour le service garanti des intérêts des obligations.....	1,860,765 64
	Mandats non soldés.....	149,600 21
	Subsides aux chemins de fer autorisés, mais non gagnés	\$ 3,147,910 99
	Subsides aux chemins de fer convertis en argent, mais non gagnés, balance sur les premiers 35 sous par acre.....	2,595,826 00
	Subsides aux chemins de fer qui peuvent être convertis en subsides en argent, soit 4,638,000 acres à 70 sous.....	3,246,600 00
	Premier versement de 35 sous par acre, à mesure des travaux.....	1,623,300 00
		<u>\$ 7,367,046 99</u>
	Balance des terres et autres allocations au chemin de fer Q. M. O. & O	51,999 73
	Dépenses spéciales pour l'année 1891-92, en vertu de l'acte 54 Vic., chap. 1, liste B \$	838,555 00
	A déduire, versements en acompte jusqu'an 17 décembre 1891	128,208 55
		<u>710,346 45</u>
	Perte sur dépôt à la banque d'Echange.....	27,000 00
	Obligations du palais de justice de Québec.....	200,000 00
		<u>\$ 35,984,875 60</u>

ACTIF.

	Partie du prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O., dans les banques.....	\$353,390 00
	Partie du prix de la dite vente placé en obligations de la Province de Québec, (\$29,000), emprunt de 1878, achetées à 109 p.c	31,610 00

Partie du dit prix de vente placé en obligations du palais de justice de Québec.....	200,000 00	
Partie du dit prix de vente placé en obligations de la ville de Québec.....	15,000 00	
Balance du prix de vente.....	7,000,000 00	
		7,600,000 00
Allocation pour chemins de fer en vertu de l'acte 47 Vic., chap. 8.....		2,394,000 00
Encaisse, dans les banques		898,491 27
Créance sur l'hon. Thos. McGreevy.....		100,000 00
Coût de l'école Jacques-Cartier à être rem- boursé sur vente de la propriété.....		138,348 02
Avances à diverses personnes.....		145,352 69
Somme approximative de l'intérêt du fonds des écoles de l'Ontario.....		90,000 00
Taxe sur le palais de justice de Québec, en vertu de l'acte 45 Vic., chap. 26, et 48 Vic., chap. 15.....	200,000 00	
		\$11,561,191 98
Excédant du passif au 17 décembre 1891.....		24,423,683 62
		<u>\$ 35,984,875 60</u>

Nota.—Cet excédant du passif n'inclut pas \$714,004.24, montant approximatif du déficit dans les recettes ordinaires pour les dépenses ordinaires de l'année fiscale finissant le 30 juin 1892.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,
QUEBEC, 9 Janvier 1892.

Le trésorier adjoint,
H. T. MACHIN.

III.

L'ADMINISTRATION SOUS LE REGIME DE M. MERCIER.

C'est mon dernier point. L'exposé que je vais faire justifiera l'accusation de témérité et d'extravagance que j'ai portée contre cette administration.

A la page 65 de son discours de 1887, M. Shehyn dit sur ce sujet :—
“ Notre intention bien arrêtée, un des traits principaux de notre programme est d'exercer une surveillance stricte sur la dépense des revenus publics, de veiller sur les déboursés, de contrôler toutes les dépenses, et de diriger les affaires de la province comme celles des meilleures institutions financières et des grandes maisons de commerce sont dirigées, et d'après leurs méthodes et leur pratique.

Tel est le but que nous avons en vue. Pour y arriver il nous faut nécessairement prendre le temps d'étudier à fond tous les détails de notre organisation administrative, afin d'éviter tout ce que réprouve la prudence et tout ce qui ne produirait pas des résultats bons et permanents.

Je suis tout à fait convaincu qu'en agissant avec discernement et selon les principes d'une sage économie administrative, nous réussirons à réduire d'une manière sérieuse et permanente nos dépenses ordinaires et contrôlables."

Ce langage était rassurant, aussi vaut-il la peine de s'en souvenir en regard des chiffres qui suivent.

Les dépenses de la province ont été classées sous les chefs suivants :—

Dette publique,	Travaux publics,
Législation,	Asiles,
Service civil,	Assistance publique,
Justice,	Services divers,
Instruction publique,	Dépenses spéciales,
Agriculture,	Chemins de fer.
Colonisation et immigration.	

Je commencerai par vous montrer les différentes estimations budgétaires faites par M. Shehyn durant les années de son administration, et jusqu'où il s'est trompé dans chacun de ses calculs. Ce sera une préparation aux autres chiffres que je veux vous soumettre. Je vous prie de vous rappeler que l'année finit toujours le 30 juin.

	Prévisions.	Dépenses.
1888.....	\$4,220,736 00	\$4,675,077 20
1889.....	4,475,222 86	4,994,590 22
1890.....	4,389,024 44	5,003,591 86
1891.....	4,877,828 24	5,817,678 48

L'état détaillé de ces prévisions et dépenses, sur lequel sont basées les prévisions, se trouve dans l'état annexé "A."

J'arrive aux chefs de dépenses sous les titres plus haut mentionnés, et je vais vous fournir l'état de toutes les dépenses pour l'année 1886, la dernière de l'administration Ross-Taillon.

DEPENSES POUR LE COMPTE DE LA DETTE PUBLIQUE.

1886, y compris	\$51,994 25	d'obligations rachetées.....	\$ 977,760 32
1887, " "	54,359 44	" "	1,016,022 14
1888, " "	56,845 10	" "	1,103,710 94
1889, " "	59,429 29	" "	1,134,789 51
1890, " "	62,133 95	" "	1,259,406 88
1891, " "	64,970 00	" "	1,271,506 38

Le détail s'en trouve dans l'état annexé " B."

Dans les détails de la dette publique, il y a une chose étonnante à l'égard de l'intérêt de la dette non consolidée, qui comprend naturellement l'intérêt des emprunts temporaires. Ces choses donnent une idée assez juste du talent de conduire les affaires de toute entreprise, surtout les affaires de la province de Québec. Voyons ce qui a été payé en intérêts sur les emprunts temporaires et sur la dette non consolidée pendant ces différentes années :—

1886	\$ 26,846 68
1887	67,038 92
1888	75,223 19
1889	39,525 88
1890	149,741 40
1891	170,787 23

On voit donc que la province a payé environ \$171,000 d'intérêts sur les opérations ordinaires pendant la dernière année fiscale. Ces chiffres nous serviront à montrer plus tard comment l'administration aurait pu faire des économies.

Prenons un autre article de la dette publique, celui de la commission et des timbres. Voici les montants payés :—

1886	\$ 5,081 22
1887	5,074 93
1888	13,438 44
1889	7,339 42
1890	24,021 40
1891	14,588 25

Il est quelquefois difficile de découvrir pourquoi ces sommes diverses ont été déboursées. En 1888 il y a une raison de l'augmentation : l'emprunt de \$3,500,000 négocié cette année-là ; mais rien ne justifie la somme de \$24,021.50 dépensée en 1890.

Les comptes publics de cette année mentionnent la somme de \$13,000 payée à la banque du Peuple pour honoraires et déboursés en rapport avec la gestion de la dette publique. Cette somme n'a pas été payée à la banque du Peuple, mais bien à M. Beausoleil sous forme d'une soi-disant commission pour l'emprunt des trois millions et demi. Il paraît étrange que l'emprunt ait été fait au commencement de 1888, et que pour la première fois, sans qu'il y en ait trace aux archives, sans correspondance établissant les droits de M. Beausoleil, on ait inscrit à tort ces \$13,000 au crédit de la banque du Peuple.

Les comptes publics de 1888-1889 ne renferment aucune trace de ce compte. Pourquoi a-t-il été écarté pendant deux ans ? Cette entrée ne peut être que suspecte et trompeuse. Le 28 juin 1889, M. Beausoleil rendait ses derniers comptes de perception des taxes sur les compagnies commerciales. D'après son rapport il avait perçu \$521,041.93. Entre autres choses, il réclamait une commission de 2½ p.c., soit \$13,041.93, qu'il retint. Le même jour, M. Shehyn accusa réception et remercia M. Beausoleil de la manière dont il avait perçu la taxe et rempli son devoir. Le même jour, 28 juin 1889, M. Shehyn lui écrivit une lettre de crédit portant "que le gouvernement paierait à M. Beausoleil, au commencement de juillet, la somme de \$13,000 pour honoraires, déboursés, etc., pour l'emprunt de 1887."

Puis, M. Beausoleil présenta un compte de \$13,041.92 pour services rendus lors de l'emprunt. Il escompta la lettre de crédit à la banque du Peuple pour \$13,000.00. Quand le gouvernement paya les \$13,000.00, pour donner le change, il l'inscrivit sous la rubrique de paiement fait à la banque du Peuple. C'est ainsi que l'on paya à M. Beausoleil 5 p.c. sur la perception de la taxe, que l'on trompa le public. L'article touchant l'emprunt est identique à la commission de 2½ p.c.

LEGISLATION.

Vient ensuite le compte de la législation. Il comprend les dépenses de l'assemblée législative et du conseil législatif, de la bibliothèque et des élections. S'il est un item que le gouvernement puisse mieux contrôler que tout autre, c'est celui-ci. Voici pourtant le chiffre des dépenses de ce chef :

1886	\$181,987 75
1887	278,169 07
1888	228,994 88
1889	231,912 90
1890	312,948 81
1891	281,078 74

Je donne le détail de ces dépenses dans l'état "C." Il suffit d'y jeter un coup d'œil pour constater l'augmentation. Voici les chiffres des dépenses pour le conseil législatif et pour l'assemblée législative :—

1886	\$160,810 34
1887	199,452 09
1888	195,065 32
1889	203,279 49
1890	232,492 50
1891	247,808 62

Sous ce chef seul il y a une différence qui ne saurait être justifiée, car

il n'y a rien qui établisse que la justice ait été mieux rendue avec une dépense supplémentaire de \$87,000 sous l'administration Mercier.

SERVICE CIVIL.

Sous ce chef se trouvent les dépenses ordinaires des départements à Québec et de leurs agences pour la transaction des affaires de la province.

1886	\$183,675 41
1887	193,904 06
1888	208,677 61
1889	236,987 39
1890	255,144 20
1891	269,660 07

Ces chiffres sont divisés en deux classes, appelées salaires des départements "et dépenses imprévues." Voici le chiffre des dépenses du chef des salaires :

1886	\$138,328 32
1887	144,896 84
1888	153,652 25
1889	175,099 89
1890	188,494 20
1891	202,480 07

DÉPENSES IMPRÉVUES.

1886	\$ 40,658 61
1887	43,960 02
1888 :	49,715 37
1889	57,581 73
1890	63,135 20
1891	61,780 97

En sous-chef on a ajouté des

DÉPENSES IMPRÉVUES SPÉCIALES.

1886	\$ 4,188 48
1887	4,547 20
1888	4,809 99
1889	3,705 77
1890	3,014 80
1891	4,799 08

Je n'ai rien à ajouter à ces chiffres. Le public doit juger si nous avons

été mieux ou plus mal gouvernés durant les quatre dernières années, et jusqu'ou il peut excuser l'augmentation des dépenses et approuver l'habileté administrative dont on a fait preuve. L'état "D," annexé, renferme les détails.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

Abordons maintenant l'administration de la justice. Avant d'entrer dans les détails, je citerai encore le discours de M. Shehyn du 12 avril 1887, où, après avoir critiqué ses prédécesseurs, il dit de leur administration : "Je crois possible d'inaugurer des réformes dans l'administration de la justice, et de réduire considérablement les dépenses de ce service. Mon hon. ami, le premier ministre, s'occupe de cette importante question, et je crois pouvoir dire avec raison qu'il y réussira quand il aura le temps de l'examiner, après la session."

Je vais maintenant vous montrer que c'était une promesse vaine. Au lieu d'une réforme, nous n'avons eu que négligence, et les dépenses ont continué d'augmenter d'une manière presque scandaleuse. Voici :—

1886	\$478,506 08
1887.....	497,869 23
1888.....	454,146 07
1889.....	559,120 46
1890.....	599,883 50
1891.....	679,006 18

Je vous ai soumis l'état "E," où se trouve le détail des dépenses de ce chef. L'examen de cet état montrera que, quoique les dépenses dussent augmenter en salaires et autrement, vu l'augmentation des affaires, elles l'ont fait d'une manière au moins suspecte, sous les chefs "dépenses im. prévues" et "divers."

Prenons un de ces chefs, celui des dépenses contingentes des shérifs. Elles sont indépendantes des salaires et méritent d'être lues :

DÉPENSES CONTINGENTES DES SHÉRIFS.

1886	\$160,626 84
1887.....	169,203 14
1888.....	212,868 97
1889.....	212,591 36
1890.....	226,364 52
1891.....	283,999 35

Il résulte de cet item seul, dont je ne puis concevoir aucune justification, qu'il y a eu une énorme augmentation. Pour l'année passée les dépenses contingentes s'élèvent à \$123,372.51 de plus que pour l'année

1886. Je ne puis qu'affirmer que ces dépenses et cette augmentation me paraissent alarmantes.

Examinons l'autre chef : "Divers pour la justice." Pour les hommes d'affaires ces mots de "dépenses imprévues" et "divers" sonnent mal.

Cet item est supposé contenir le coût, les honoraires et les dépenses de diverses causes dans lesquelles le gouvernement doit intervenir. Cette intervention est souvent motivée par le désir de l'administration d'intervenir dans les procès ou de protéger des amis. Voici les chiffres :

DIVERS POUR LA JUSTICE.

1886	\$ 6,185 56
1887	9,383 40
1888	18,195 94
1889	28,031 21
1890	32,537 96
1891	30,010 40

Différence de \$23,834,84 dans les dépenses faites pendant la dernière année de l'administration Ross-Taillon. Le public lui-même sera juge s'il y a eu pour autant de "justice diverse." Je n'en vois pas.

Dans l'assemblée législative on a souvent attaqué ces dépenses de l'administration, mais on a objecté que les revenus de l'administration de la justice avait fortement augmenté. Etudions-en l'état. Il comprend les timbres de droit et d'enregistrement, le produit du travail des prisons, de la casse des pierres, etc. En voici les chiffres :—

RECETTES.

1886.....	\$219,374 63
1887.....	202,042 58
1888.....	252,204 23
1889.....	214,626 63
1890.....	226,727 64
1891.....	236,634 48

Je possède un état marqué "F" de ces revenus, mais on verra qu'il n'en résulte qu'une augmentation de \$17,319,85 en 1891 sur 1886, dont rien ne justifie, du chef de cette augmentation, les dépenses énormes que j'ai signalées.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Voici les chiffres se rapportant à l'instruction publique :—

1886.....	\$362,122 75
1887.....	390,901 79
1888.....	374,959 58
1889.....	390,835 00
1890.....	386,485 00
1891.....	402,106 34

On verra que l'augmentation des dépenses pour cette fin louable n'a dépassé que de \$39,983,58 les dépenses de la dernière année de l'administration Ross-Taillon. Si les amis de l'instruction tiennent compte des grosses sommes dépensées ailleurs et des augmentations énormes des autres départements, ils pourront juger de l'intérêt que la dernière administration portait à l'instruction publique.

AGRICULTURE.

Suivent les chiffres des dépenses pour l'agriculture :—

1886.....	\$ 79,682 00
1887.....	89,476 00
1888.....	97,700 00
1889.....	94,061 00
1890.....	98,636 00
1891.....	112,737 00

L'agriculture est de la plus grande importance pour la province. On devrait y consacrer beaucoup d'attention, cependant, on peut voir par les chiffres ci-dessus que l'augmentation n'a atteint que \$33,000 en cinq ans. Voir les détails à l'état "G" annexé.

COLONISATION.

Sous le chef colonisation et émigration, nous trouvons les chiffres suivants :—

1886.....	\$170,295 11
1887.....	163,000 00
1888.....	94,800 00
1889.....	131,747 00
1890.....	151,015 53
1891.....	182,891 80

Cette augmentation est très insignifiante et montre le peu de désir de la dernière administration pour le progrès réel du pays. Voir l'état "H" annexé, pour le détail de ce service.

TRAVAUX PUBLICS.

Ici nous retrouvons une forte augmentation de dépenses. Dans ses comptes publics, M. Sheehy les a divisées en ordinaires et spéciales. Les voici pour chaque sous-chef. On en trouvera le détail dans l'état "I" :—

ORDINAIRES.

1886.....	\$82,584 40
1887.....	94,575 94
1888.....	145,096 91
1889.....	116,164 23
1890.....	148,841 23
1891.....	139,612 88

Il m'a été impossible, faute de temps, d'examiner par le menu ces augmentations.

SPECIALES.

Sous ce titre on trouve les chiffres suivants :—

1886	\$177,000 00
1887	395,510 42
1888	530,922 83
1889	297,863 12
1890	315,359 75
1891	678,000 68

Il va sans dire qu'à cet égard le gros de la dépense a été pour les nouveaux édifices du parlement, le palais de justice de Québec et l'agrandissement du palais de justice de Montréal. On a dépensé une somme énorme d'argent pour les deux premiers édifices. A l'avènement de M. Mercier, ces édifices étaient en réalité terminés, mais le contrôle en était entre les mains de M. McShane, alors commissaire des travaux publics, qui, heureusement pour le pays, ne resta pas longtemps à la tête de ce département. Avant de vous soumettre les dépenses de M. Shehyn, je veux citer son discours du 12 avril 1887. Il s'y plaint amèrement du coût de ces édifices, jusqu'à ce jour, et dit : Cependant ce n'est pas tout. Les travaux du palais de justice continuent depuis le 1er février, et les travaux des édifices du parlement seront repris immédiatement après la fonte des neiges, c'est-à-dire qu'ils seront poussés du 30 avril au 30 juin. Même après avoir payé les \$157,062,94 dues au 1er février, il nous faudra encore déboursier pour eux au-delà des prévisions de l'hon. député de Sherbrooke. D'après les estimations de l'architecte du département des travaux publics et de M. Lesage, commissaire adjoint, les travaux à exécuter du 1er février au 30 juin 1887, coûteront \$52,823,15 pour le palais de justice, et \$40,118.⁰¹ pour les édifices du parlement, soit en tout \$92,397,16. Si l'on ajoute cette somme aux dépenses supplémentaires indiquées pour le 1er février, on trouvera que mon hon. ami, le député de Sherbrooke, qui avait estimé ces travaux à \$126,120, s'est trompé de \$250,000,00.

M. le président, laissez-moi vous dire que voilà quelque chose d'explicable. Si mon hon. prédécesseur n'a pas volontairement et délibérément trompé la chambre, le dernier gouvernement a fait preuve d'une incompetence, d'une témérité que je suis forcé d'appeler inexcusable.

Qu'il y ait eu une négligence inexcusable chez nos prédécesseurs dans la poursuite des travaux en question, nous en sommes bien convaincu. Il est incroyable, et pourtant il est vrai que les travaux, dans les deux cas, ont été exécutés en partie à l'entreprise et en partie à la journée. En sorte que le gouvernement s'est trouvé de fait à la merci des entrepreneurs. C'est

état de choses est inexcusable. Les travaux ont été exécutés en supplément d'après la liste des prix de l'entreprise originelle, soit sur les évaluations de l'architecte, soit sur les ordres verbaux du commissaire, quelquefois même sous l'inspiration des entrepreneurs eux-mêmes, quant à la modification des plans primitifs. Il n'est donc pas étonnant que, grâce à cette manière irrégulière de faire, les entrepreneurs aient des créances supplémentaires, heureusement non reconnues, qui s'élèvent à \$316,000,00 en sus des sommes énormes dépensées légalement, vu que nos prédécesseurs les avaient reconnues sur l'attestation de l'architecte du département."

Il ajoute :—

" Les états fournis par les employés des travaux publics et par le Trésor du Département établissent qu'une fois terminé, le palais de justice de Québec aura coûté \$528,210.71, et les édifices du parlement \$579,984.14. La comparaison de ces chiffres avec les prix stipulés dans les contrats originels fournit le résultat suivant :

PALAIS DE JUSTICE.

" Coût des travaux indiqués plus haut.....	\$528,210 71
" " " d'après le contrat détaillé à la page 223	
" du rapport du commissaire des travaux publics pour l'année 1883.....	\$135,000 00
" Excédant du prix réel sur le prix du contrat pour les édifices du parlement.....	\$579,984 14
" Prix des travaux d'après le contrat fourni à la page 223 du rapport du commissaire des travaux publics pour l'année 1883.....	\$185,160 84

" On le voit, les deux édifices devaient coûter \$320,160.84, d'après les contrats primitifs, mais grâce à l'impardonnable négligence qui a présidé à la direction des travaux, sous nos prédécesseurs, ces deux entreprises vont coûter \$1,107,794.95, soit 21 fois plus que le prix du contrat.

" Je vous le demande en toute sincérité, M. le président, était-il possible de faire preuve d'une incompétence plus complète ?"

Telles furent les paroles d'indignation de M. Shehyn, mais voyons jusqu'où il feignait et ce qu'il advint de tant de témérité et de tant d'incompétence !

Naturellement M. McShane devint commissaire des travaux publics, ce à quoi M. Shehyn ne s'attendait pas. Mais que fit l'administration Mercier de ces édifices ? Souvenez-vous qu'en réalité ils étaient terminés quand l'hon. M. Mercier prit le pouvoir. En 1887 la législature vota à M. Shehyn tout l'argent dont il disait avoir besoin pour les compléter au 30 juin 1887. Après cette date, M. Shehyn devint responsable de tout l'argent dépensé. Et voici ce qu'il dépensa :

NOUVEAUX ÉDIFICES DU PARLEMENT.

1888	\$ 250,000 00
1889	125,729 53
1890	162,760 00
1891	13,495 34
Total	\$ 551,984 87

et cet édifice n'est pas encore terminé.

Jetons un coup d'œil sur la somme dépensée pour le palais de justice de Québec.

1888.....	\$210,000 00
1889.....	42,733 59
1890.....	49,037 36
1891.....	159,007 00
Total.....	\$460,779 95

On voit donc que pour ces deux édifices seuls, après l'arrivée au pouvoir de l'administration Mercier, on dépensa \$1,012,764, quoique les édifices fussent en réalité terminés, et quoiqu'en 1887 on eût voté la somme supplémentaire de \$92,397.18.

Voilà un exemple fidèle de la manière dont on a fait les contrats et exécutés les travaux dans la province de Québec sous le régime Mercier. La plupart de ces travaux ont été exécutés sans contrats, quelquefois même sans la connaissance du département.

ASILES.

Les dépenses de ce chef sont :

1886.....	\$230,000 00
1887.....	243,000 00
1888.....	241,000 00
1889.....	230,000 00
1890.....	230,000 00
1891..	269,143 33

Ici l'augmentation ne paraît pas très considérable, et il se peut qu'elle soit normale, vu qu'elle s'étend à cinq années.

Je n'ai pas eu le temps de l'examiner.

ASSISTANCE PUBLIQUE.

Voici :—

1886.....	\$37,716 00
1887.....	39,316 00
1888.....	39,316 00
1889.....	41,996 00
1890.....	44,306 00
1891.....	47,739 33

Ces chiffres se passent de commentaire.

SERVICES DIVERS.

1886.....	\$248,880 74
1887.....	283,063 33
1888.....	276,130 37
1889.....	377,144 22
1890.....	395,105 26
1891.....	490,048 41

Cette catégorie de dépenses est une des plus difficiles à débrouiller. En fait, toutes sortes de dépenses ont été inscrites sous ce chef, une fois ou l'autre, par M. Shehyn.

Je les ai classées sous deux chefs :—

1. Frais de perception du revenu.

DÉBOURSÉS DIVERS.

2. Sous le premier chef sont incluses :—

Les dépenses générales des terres de la couronne hors du département, du fonds des municipalités, de la *Gazette Officielle*, timbres, diverses licences, inspection des chemins de fer, déboursés des employés du revenu, etc. En voici les chiffres :—

1886.....	\$191,080 13
1887.....	210,269 83
1888.....	207,177 50
1889.....	284,031 85
1890.....	315,150 08
1891.....	367,961 72

J'en ai donné le détail dans l'état annexé "K". On ne peut ni justifier ni excuser l'augmentation de ces dépenses. Il en figure une bonne partie en dehors du service du département des terres de la couronne. J'y ferai allusion plus tard. Mais, l'examen des déboursés faits par les employés du revenu, qui sont très suspects, révèle une augmentation presque double des dépenses.

On a inclus sous le chef "services divers" :—

L'impression et la distribution de livres, brochures, etc., commissions, arbitrages, recherches, conférences, transcription de registres, documents, etc., services spéciaux et supplémentaires, allocations, etc., aux expositions, aux avocats et notaires pour services professionnels ; assistance aux nécessiteux et aux sinistrés, aux institutions, sociétés, ponts, etc., pensions de retraite aux employés et aux instituteurs, frais de voyages, d'agent en France, etc., etc. Les chiffres ici dénotent une augmentation alarmante :—

1886.....	\$ 57,800 00
1887.....	72,793 50
1888.....	68,952 87
1889.....	93,112 37
1890.....	79,955 18
1891.....	122,086 69

Le développement de la littérature et des brochures a pris des proportions énormes dans ces deux dernières années.

En 1890-91 nous avons déboursé de ce chef \$52,854,03, sans qu'il soit possible de dire avec quel profit.

DÉPENSES SPÉCIALES (chemins de fer non compris.)

1886.....	\$197,030 40
1887.....	495,510 42
1888.....	637,767 76
1889.....	397,638 40
1890.....	818,583 51
1891.....	820,254 15

Ce chef de dépenses a été créé par M. Shehyn. Il comprend les réparations des immeubles publics, les appareils de chauffage pour palais de justice et prisons, les dépenses pour ponts de fer, écoles du soir, codification des lois, explorations spéciales dans différents comtés ; règlement de la créance Lockwood, portrait du président, bibliothèque du feu juge Polette, nouvelles voûtes dans les palais de justice et les prisons, index généraux des livres-journaux de l'assemblée législative, dégâts commis par les cyclones dans les comtés de Beauharnois, Vaudreuil et Huntingdon, chemins de colonisation, etc., etc. J'en ai donné le bordereau dans les états des dépenses au comptant de chaque année. Le résultat net se chiffre par une augmentation énorme, sous ce chef, inventé par M. Shehyn pour dissimuler autant que possible des dépenses qui devraient être classées sous le chef de dépenses ordinaires. Dans son discours de 1887, M. Shehyn critique la classification que fait M. Robertson des dépenses ordinaires et extraordinaires, et, en les définissant, il ajoute :

“ J’ai porté aux dépenses ordinaires une somme de \$100,000 affectée “ aux chemins de colonisation. Cette somme, spécifiée au budget, a été prise “ à même un emprunt et tombe dans la catégorie des dépenses ordinaires. Il “ est vrai que le chiffre en est exceptionnel, mais non l’emploi, car des dépenses de cette nature se font tous les ans.” L’examen de la classification subséquente de M. Shehyn montre le peu de cas qu’il fait des reproches qu’il adresse à M. Robertson, et l’insincérité de ses déclarations. Un coup d’œil jeté sur les divers item de ce chef montre que tous devraient être portés aux dépenses ordinaires. Pour employer les propres expressions de M. Shehyn, la plupart reviennent de temps en temps. Il était commode de les inscrire sous ce chef pour donner une bonne apparence aux dépenses ordinaires, mais en fin de compte, c’était pour tromper le peuple.

CHEMINS DE FER.

Voici le dernier chef de dépenses :—

1886	\$ 322,970 82
1887	744,896 70
1888	662,275 30
1889	1,076,647 00
1890	343,417 97
1891	955,620 26

La dépense de ce chef a maintenant beaucoup plus d’importance à cause des récentes révélations faites devant la commission royale sur le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, et devant la seconde commission récemment nommée. Une chose est évidente, c’est que de grosses sommes de ces subsides aux chemins de fer ont servi à d’autres fins qu’à celles voulues par la législature. On les a partagées entre les membres du dernier gouvernement et M. Pacaud qui les ont employées à des fins personnelles et politiques.

TERRES DE LA COURONNE.

Avant de clore l’étude de l’administration, je voudrais dire un mot d’un département d’une importance sérieuse pour la province ; celui des terres de la couronne. C’est une de nos principales sources de revenus, mais j’ai le regret de dire que d’après les comptes publics, c’est le département qui a été le plus honteusement administré dans ces dernières années. On se rappelle que le 7 avril 1887 les droits sur les coupes de bois furent portés de \$2 à \$5 par acre, augmentant ainsi le revenu de \$140,000 à \$150,000 par année. En quatre ans, la dernière administration a vendu deux coupes de bois aux prix suivants.

Le 17 octobre 1888.....		\$140,825 47
Dont on a payé en 1889.....	\$118,097 99	
En 1891.....	6,060 00	
Redû.....	16,667 75	
		140,825 74
La vente du 9 juin 1890 a produit.....		157,679 12
Dont on a payé en 1890.....	\$27,128 07	
En 1891	6,595 00	
Redû.....	133,956 05	
		157,679 12

Je vais maintenant vous soumettre le détail des chiffres afin que vous puissiez juger par vous-mêmes.

1886.....	\$620,821 76	\$178,974 16
1887.....	692,620 48	202,527 50
1888.....	725,627 50	236,456 18
1889.....	1,075,045 42	255,591 63
1890.....	918,627 77	297,744 59
1891.....	742,544 62	353,528 39

Je ne crois pas qu'il soit possible de commenter en paroles les transactions de la dernière année. La perception a coûté 50 p.c. Si on la compare à celle de 1885-86, on trouvera qu'il aurait mieux valu pour la province de ne pas augmenter les droits. Pour enlever tout doute à cet égard, je vous soumetts l'état annexé "J," qui renferme tous les détails. Il renferme aussi les dépenses du département à Québec, déjà incluses sous le chef "service civil." Les voici ; déduites des dépenses ci-dessus, elles montrent les dépenses faites en dehors du département :—

1886	\$48,974 16
1887	48,316 50
1888	51,861 25
1889	54,391 63
1890	57,912 39
1891	65,643 39

Cet état couvre toute la question de l'administration, et il me semble que les chiffres qu'il contient prouvent à l'évidence non-seulement l'incompétence, mais la témérité et la corruption de l'administration. Encore quelques années d'un pareil régime, et la province est ruinée.

En résumé, on verra, d'après les propres comptes publics de M. Shehyn, que depuis le régime Ross-Taillon les dépenses annuelles se sont accrues comme suit :—

Intérêt des affaires courantes.....	\$ 148,940 55
Législation	99,090 92
Service civil.....	85,463 06
Administration de la justice.....	200,500 10
Total.....	\$ 703,034 29

Si l'on considère que les item des dépenses spéciales, des services divers et d'autres affaires étaient autrefois portés au compte des dépenses ordinaires et des départements, on trouvera que le coût annuel de l'administration des affaires de cette province a augmenté sous le régime Mercier d'au-delà d'un million de piastres par année jusqu'au 30 juin 1891. En y ajoutant l'intérêt de l'emprunt de \$10,000,000, on verra que les charges ont augmenté de \$1,500,000 au moins.

LETTRÉS DE CREDIT.

Un des grands principes de la constitution britannique veut qu'aucun fonds public ne soit dépensé avant d'avoir été voté par la législature, composée des représentants du peuple, et la province ne devrait jamais être liée autrement. Cette règle souffre pourtant une exception dans le cas de dépenses imprévues. Dans ce cas, la dépense des fonds requis peut être autorisée par ce que l'on appelle un mandat spécial. Il nécessite un rapport du ministre du département dans le besoin au conseil, qui l'approuve et qui doit ensuite être approuvé par le lieutenant-gouverneur. Sur ce, on émet un mandat spécial, signé du lieutenant-gouverneur, pour faire face à la dépense indiquée.

L'administration Mercier a violé ouvertement à maintes reprises la constitution en émettant des lettres de crédit. On a entamé le crédit de la province et contracté des obligations par des lettres de crédit signées soit par le premier ministre, soit par les autres ministres sans jamais en avoir fait rapport au conseil exécutif ou avoir obtenu l'approbation du lieutenant-gouverneur. Il est élémentaire de conclure que cette manière d'agir ne pouvait que ruiner le crédit de la province et lui imposer des obligations contractées selon le bon plaisir d'un ministre. Loin de sanctionner cette conduite, il faut la condamner sans retour. Si elle était sanctionnée par le peuple, tout ministre pourrait ruiner la province en la liant pour des sommes quelconques par des lettres de crédit. On a souvent attaqué dans la législature, surtout le 1er avril 1890, l'émission des lettres de crédit par l'administration Mercier. On peut le voir à la page 504 des rapports de la chambre pour cette année-là. On vota même une censure ainsi libellée :

" Le système pratiqué sur une grande échelle par le gouvernement
" d'émettre des lettres ou documents, connus sous le nom de lettres de

“ crédit, constitue un attentat au pouvoir et au privilège de la chambre de
 “ contrôler la dépense des deniers publics, et porte atteinte à l'autorité de
 “ la couronne représentée par son honneur le lieutenant-gouverneur ;

“ La chambre croit de son devoir de signaler, entre autres choses, à cet
 “ égard, certains faits connus qui sont de nature à mettre en lumière les
 “ abus commis par le gouvernement dans l'espèce.”

Suivent les faits touchant les lettres de crédit :—

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS.

Du 1er janvier 1889, au 24 février 1890, pour..... \$122,675 56

DEPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Pour comptes acceptés.....	\$20,900 70
“ arpentage	34,787 00
“ services au cadastre rendus par des officiers forestiers, et autres services.....	70,161 74
Total	\$248,525 00

Cependant, cette proposition fut repoussée.

Ce système préjudiciable s'est développé. A la date du renvoi de l'administration Mercier, quand je suis entré en fonctions, j'ai demandé aux banques un état de toutes les lettres de crédit, promesses de payer, garanties ou reconnaissances en leur possession et considérées comme créances sur la province. Le détail en est fourni dans la proclamation qui nomme une commission pour faire une enquête à cet égard. Le total s'en élève à \$180,000. Elles comprennent, naturellement, les fameuses lettres Langlais pour achat de papeterie et du livre appelé *Le Sylviculteur*. Cependant, pas un sou de cette grosse somme, destinée à porter atteinte au crédit de la province, n'avait été voté par la chambre. Ce sont des obligations contractées par les ministres séparément, sans l'autorisation d'un ordre-en-conseil.

Outre ces lettres de crédit, il en a été donné d'autres, nommément une par M. Garneau. En février, M. Garneau donna à M. Philippe Vallière de Québec une lettre l'autorisant à fournir tout le mobilier de l'école normale McGill en construction ; du palais de justice de Montréal en réparation, et de la prison de Montréal qui n'est pas encore commencée. Cette lettre est un singulier document ; elle ne dit rien du prix, de la quantité ou de la qualité des meubles à fournir par M. Vallière. Pis que cela, M. Garneau la garda en poche de février 1891 au 19 décembre 1891 où il sortit de charge ; ce qui prouve la malhonnêteté de la transaction. On ne trouve aucune trace de cette lettre dans les archives du département.

DÉPENSES.

Je pourrais vous donner un autre exemple de la témérité de la dernière administration en vous soumettant le chiffre des frais de voyage nécessités par les emprunts et autres affaires.

ÉTAT DES FRAIS DE VOYAGE DE DIVERSES PERSONNES POUR LA NÉGOCIATION DES DIVERS EMPRUNTS DE LA PROVINCE.

1874

EMPRUNT DE 1874.

9 juin—Frais du voyage de l'hon. J. G. Robertson en Angleterre.....	\$ 591 64
--	-----------

EMPRUNT DE 1876.

1876.

9 juin—Frais du voyage de l'hon. L. R. Church en Angleterre.....	\$ 300 00	
1er déc.—Idem, balance.....	1,050 55	
		1,350 55

EMPRUNT DE 1878.

1879.

28 février—Frais du voyage de l'hon. H. Starnes à Ottawa.....	\$ 20 00	
“ De l'hon. H. Starnes et de H. T. Machin à New-York.....	210 26	
		230 26

EMPRUNT DE 1880.

1880.

22 avril—Frais du premier voyage de l'hon. J. Wurtele en France.....	\$ 800 00	
9 juillet—Frais du deuxième voyage.....	2,300 00	
		3,100 00

EMPRUNT DE 1888.

1887

9 sep.—Frais du voyage de l'hon D. A. Ross à New-York.....	\$509 14
14 sep.—De l'hon. J. Shehyn.....	546 80

1888

9 juin.—Frais du voyage de l'on. H. Mercier en France.....	\$2,480 00	
16 mars.—De l'hon. P. Garneau.....	416 71	
		\$3,958 65

1889

CONVERSION DE LA DETTE PUBLIQUE.

21 Sep.—Frais de voyage de l'hon. P. Gar- neau en Europe.....	\$1,961 66	
M. l'hon. S. Shehyn en Europe.....	1,955 27	
C. J. Burroughs, secrétaire.....	250 00	
Du sec. C. J. Burroughs & “.....	275,00	
		\$4,441 93

EMPRUNT DE 1891

1891

10 mars.—Frais de voya. de l'hon. J. Shehyn,	\$500 00	
Billets pour Paris pour le premier		
ministre, le trésorier, le secrétaire		
et domestique.....	664 00	
Malles, J. Eveleigh & Cie.....	54 00	
Traites de l'hon. J. Shehyn, avril		
et sep. pour l'hon. H. Mercier et		
pour ses propres dépenses.....	7,584 24	
		\$8,802 24

Outre cela, il y avait une commission sur la culture de la betterave, composée des hon. MM. Mercier, Bernatchez et Ness. Elle visita l'Europe à l'époque où l'emprunt fut négocié. Ses dépenses s'élèvent à \$11,115.85. Donc, jusqu'à ce jour, les dépenses du voyage de ces messieurs en Europe, l'année passée, a coûté \$19,918.09 au pays.

COMMISSION DES ASILES D'ALIENES ET DES PRISONS.

Sous ce chef se trouvent les dépenses faites par les honorables MM. Robidoux et Charles Langelier dans un prétendu voyage aux Etats-Unis pour étudier les asiles d'aliénés et les prisons. Au cours de leur enquête, ils jugèrent à propos de visiter les états du Sud et l'île de Cuba. Ils revinrent après un voyage d'environ un mois et firent à la province un compte de \$5,006.26 !

Les chiffres qui précèdent sur les opérations monétaires, l'actif et le passif de la province sous la dernière administration, démontrent :

1o Que sous la direction de M. Shehyn le déficit total, pour les années 1888, 1889, 1890 et 1891, finissant au 30 juin, des dépenses ordinaires sur les revenus ordinaires a été de \$528,572.70.

2o Qu'en outre, les dépenses soi-disant "spéciales," les chemins de fer non compris, ont atteint le chiffre de \$2,674,243.82, soit une moyenne de \$668,560.95 par année.

Celles pour les chemins de fer se sont élevées à \$3,037,960.53, soit une moyenne de \$759,490.13 par année.

Ces dépenses ont dû être payées à même l'argent emprunté.

3o Que dans ces quatre années les dépenses soi-disant ordinaires ont augmenté ainsi :

Dépenses ordinaires pour 1891, citées plus haut ...	\$4,095,520 45
“ “ en 1886, d'après les comptes publics de cette année-là, page 16.....	3,032,771 45

Augmentation de 1891 sur 1886.....	\$1,062,749 00
------------------------------------	----------------

40 Que notre dette a augmenté comme suit :

Dette nette au 17 décembre 1891.....	\$24,423,688 62
“ “ 17 janvier 1887.....	11,389,167 11

Augmentation.....	13,034,516 51
-------------------	---------------

50 Que les opérations de 1891-92 vont encore aggraver la situation.

60 Que durant tout ce temps, M. Shehyn percevait les arrérages de taxes sur les compagnies commerciales et la taxe annuelle, ainsi qu'une augmentation des droits sur les coupes de bois, des licences d'auberges et autres.

Les voici :

Arrérages de taxes sur les compagnies commerciales	\$558,393 00
Taxes annuelles “ “ “ environ.....	230,000 00
Augmentation des droits de coupe de bois “	140,000 00
“ des licences “	150,000 00

Sans ces augmentations, dans quelle situation M. Shehyn se serait-il trouvé ?

En concluant, je dirai que j'ai déjà parlé de la question constitutionnelle dans la salle des exercices militaires. Je prends ma part de responsabilité dans le renvoi de M. Mercier et dans l'appel au peuple. Le peuple seul a le droit de se plaindre, et nous lui renvoyons toute l'affaire. Le scandale de la Baie-des-Chaleurs et les honteux pillages du trésor public, justifient notre action, et nous demandons au peuple de la ratifier.

Quant aux chiffres et aux états, je vous ai soumis honnêtement ceux qui montrent les résultats de l'administration Mercier pendant plus de quatre ans.

Ils établissent clairement qu'elle a été téméraire, extravagante et corrompue au-delà de toute mesure. Elle a mis en péril la stabilité de la province, terni son crédit et menace de la ruiner. Il vous reste à décider si elle doit continuer.

J'en rejette la responsabilité sur vous, et le vote de l'électorat au 8 mars en décidera.

J'ai le ferme espoir que le patriotisme du peuple s'élèvera à la hauteur de la situation, et mettra fin à cet état de choses en coupant court au pillage du trésor de la province.

ÉTAT du budget des dépenses soumis à la Chambre par le trésorier provincial, pour les années 1887-88, 1888-89, 1889-90, 1890-91, et relevé des dépenses faites pendant cette période.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR, QUÉBEC, 9 Janvier 1892.

	1887-'88.		1888-'89.		1889-'90.		1890-'91.	
	Budget prévu.	Dépenses faites.	Budget prévu.	Dépenses faites.	Budget prévu.	Dépenses faites.	Budget prévu.	Dépenses faites.
Dettes publiques.....	\$1,074,363.67	\$1,103,710.94	\$1,100,153.00	\$1,134,789.51	\$1,186,715.50	\$1,259,406.88	\$1,176,055.32	\$1,271,506.33
Législation.....	181,785.00	228,994.88	190,850.00	231,812.90	267,142.50	312,948.81	206,323.10	281,078.74
Service civil.....	192,850.19	208,677.61	219,776.00	236,987.39	233,917.00	255,144.20	239,742.00	269,660.07
Administration de la justice.....	471,122.98	554,146.07	495,938.98	559,120.46	476,316.00	599,883.50	515,918.73	679,006.18
Instruction publique.....	371,085.00	375,459.58	389,635.00	389,835.00	387,185.00	386,485.00	401,860.00	402,106.34
Agriculture.....	76,150.00	97,700.00	114,100.00	94,061.93	99,350.00	98,636.54	123,450.00	112,737.09
Colonisation et immigration.....	79,000.00	94,800.00	133,000.00	131,747.00	147,550.00	151,015.53	132,650.00	132,891.80
Travaux et édifices publics.....	58,906.76	45,096.91	97,300.76	116,164.23	95,906.76	148,841.23	94,906.76	139,612.83
Asiles d'aliénés.....	230,000.00	241,000.00	230,000.00	230,000.00	215,000.00	230,000.00	210,000.00	269,143.33
Assistance publique.....	39,316.00	39,316.00	41,506.00	41,956.00	44,206.00	44,206.00	47,389.33	47,729.33
Services divers.....	226,250.00	234,464.32	265,100.00	328,509.11	259,881.75	348,428.91	277,350.00	436,332.00
Dépenses spéciales.....	414,500.00	637,767.76	414,363.12	397,638.40	270,853.93	818,583.51	912,183.00	820,254.15
Subsidés aux c. de fer.	805,406.40	662,275.30	783,500.00	1,076,647.00	765,000.00	343,417.97	540,000.00	955,620.26
Totaux.....	\$4,220,736.00	\$4,623,409.37	\$4,475,222.86	\$4,969,268.93	\$4,389,024.44	\$4,996,998.08	\$4,877,828.24	\$5,817,678.45

Le trésorier provincial adjoint,
H. T. MACHIN.

— B —

ETAT comparatif du service de la dette publique, d'après les comptes publics, pour les années fiscales
1885-86 à 1890-91, inclusivement.

DEPARTEMENT DU TRÉSOR, QUÉBEC, 9 janvier 1892.

	1885-'86.	1886-'87.	1887-'88.	1888-'89.	1889-'90.	1890-'91.
	\$ c	\$ c	\$ c	\$ c	\$ c	\$ c
Intérêt de la dette consolidée.....	890,869.41	888,504.21	956,293.22	1,023,983.68	1,021,279.06	1,018,442.99
Do do flottante.....	26,846.68	67,038.92	75,223.19	39,525.88	149,741.40	170,787.23
Fonds d'amortissement et de rachat	51,994.25	54,359.44	56,845.10	59,429.29	62,133.95	64,970.00
Commission, tir bres, etc.....	5,081.22	5,074.93	13,438.44	7,339.42	24,091.40	14,588.25
Prime, escompte et change.....	2,968.76	1,044.64	1,910.99	4,511.24	2,231.07	2,717.86
Totaux	977,760.32	1,016,022.14	1,103,710.94	1,134,789.51	1,259,406.88	1,271,506.33

Le trésorier provincial adjoint,

H. T. MACHIN.

Etat comparatif des dépenses de législation, d'après les comptes publics, pour les années fiscales 1885-86 à 1890-91, inclusivement.

Département du Trésor, Québec, 9 Janvier 1892.

	1885-'86.	1886-'87.	1887-'88.	1888-'89.	1889-'90.	1890-'91.
<i>Législation :</i>	\$ c	\$ c	\$ c	\$ c	\$ c	\$ c
Conseil législatif.....	29,879.17	37,830.00	37,830.00	49,207.48	44,835.00	50,935.00
Assemblées législatives.....	130,931.17	161,622.09	157,235.32	154,072.01	187,657.50	196,873.62
	160,810.34	199,452.09	195,065.32	203,279.49	232,492.50	247,808.62
<i>Clerc :</i>						
Salaires	3,100.00	3,100.00	3,100.00	3,500.00	3,500.00	2,999.98
Dépenses imprévues	500.00	500.00	500.00	500.00	500.00	500.00
	3,600.00	3,600.00	3,600.00	4,000.00	4,000.00	3,499.98
<i>Bibliothèque :</i>						
Achat de livres	4,400.00	11,024.63	3,000.00	3,000.00	5,300.00	2,000.00
Salaires et dépenses imprévues	2,200.00	2,600.00	8,850.00	5,800.00	3,000.00	5,800.00
	6,600.00	13,624.63	11,850.00	8,800.00	8,300.00	7,800.00
Dépenses d'élection	2,499.56	50,461.72	9,688.15	4,983.41	57,500.00	12,500.00
Clerc de la cour de la chancellerie.....	800.00	800.00	800.00	250.00	250.00	700.00
Impression, reliure et distribution des lois	3,677.85	5,480.63	3,991.41	6,500.00	6,406.31	8,770.14
Rapports de la chambre.....	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00	.....
Fancher de St-Maurice, Procédure parlementaire.....	.....	750.00	.....	.....	.....	.....
Totaux.....	181,987.75	278,169.07	228,994.88	231,812.90	312,948.81	281,078.74

Le trésorier provincial adjoint,
H. T. MACHIN.

- D -

SERVICE CIVIL.

Département du Trésor, Québec, 9 jan. 1892.

	1885-86.	1886-87.	1887-88.	1888-89.	1889-90.	1890-91.
Total des salaires des départements	\$138,323 32	\$144,896 84	\$153,652 25	\$175,099 89	\$188,494 20	\$202,480 07
do dépenses imprévues des do	40,658 61	43,960 02	49,715 37	57,581 73	63,135 20	61,780 97
Dépenses supplémentaires.....	4,188 48	4,547 20	4,809 99	3,705 77	3,014 80	4,799 03
Commissions du Tré. et du serv. civil						
Totaux.....	500 00	500 00	500 00	600 00	500 00	600 00
Total général.....	\$183,675 41	\$193,904 06	\$208,677 61	\$236,987 39	\$255,144 20	\$269,660 07

Le trésorier provincial adjoint,
H. T. MACHIN.

État comparatif des dépenses pour l'administration de la justice, police, magistrats, etc., de 1885-86 à 1890-91.

Département du Trésor, Québec, 9 janvier 1892.

	1885-'86.	1886-'87.	1887-'88.	1888-'89.	1889-'90.	1890-'91
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
<i>Administration de la justice :</i>						
Salaires des shérifs, vieux districts.....	20,900.00	23,650.08	19,302.59	23,745.17	21,805.48	\$22,350.00
Protonotaires et greffiers de la cour de circuit, de la couronne et de la paix, vieux districts.....	133,040.88	140,991.43	133,256.05	127,358.75	147,789.37	139,905.15
Cours d'appel.....	6,982.87	8,159.29	8,165.00	7,240.19	8,627.14	8,403.45
Fonds de construction et des jurés.....	1,406.00	2,604.85	3,660.91	3,227.00	5,300.79	8,175.00
Poursuites criminelles.....	8,332.30	9,684.29	11,645.36	10,200.02	14,310.07	15,164.23
Dépenses imprévues des shérifs.....	160,626.84	169,203.14	212,868.97	212,591.36	226,364.52	283,999.35
Salaires des greffiers de la couronne et de la paix—nouveaux districts.....	1,670.00	1,670.00	1,580.00	1,580.00	1,580.00	1,580.00
Salaires et dépenses imprévues des coroners.....	9,300.76	10,997.82	12,730.91	12,004.71	15,736.99	16,799.25
Interprètes des cours.....	1,100.00	969.41	1,100.00	1,350.00	1,377.17	1,350.00
Médecins des prisons.....	2,031.16	2,012.24	2,118.22	2,108.96	2,108.96	2,108.96
Salaires des magistrats de districts.....	8,400.00	8,400.00	9,075.00	14,600.00	15,600.00	15,350.00
Dépenses de voyage et déboursés des magistrats de districts.....	3,650.11	4,372.53	4,936.15	4,586.95	3,741.55	4,567.82
Justice—divers.....	6,185.56	9,383.40	18,195.94	28,031.21	32,537.96	30,010.40
Grand constable, Ottawa.....	120.00	120.00	120.00	120.00	120.00	.....
	363,743.48	392,218.48	438,755.10	448,744.32	497,000.00	549,763.61
Magistrats de police et juges de paix, etc., Montréal et Québec.....	14,090.00	14,425.99	19,090.00	18,861.07	19,747.28	20,315.00
Maisons de réforme et écoles industrielles et de réforme.....	94,332.27	84,452.00	88,708.13	83,220.39	75,000.00	100,000.00
Visite des bureaux publics—salaires et dépenses de voyage diverses de la commission.....	6,337.33	6,272.76	7,592.84	8,294.68	8,136.22	8,927.57

Le trésorier provincial adjoint,

H. T. MACHIN.

État comparatif du revenu pour l'administration de la justice, police, magistrats, etc., de 1885-86 à 1890-91.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR, QUÉBEC.

	1885-'86.	1886-'87.	1887-'88.	1888-'89.	1889-'90.	1890-'91.
<i>Administration de la justice :</i>	\$ c	\$ c	\$ c	\$ c	\$ c	\$ c
Timbre	165,511.20	151,431.70	166,201.90	160,597.74	174,663.10	175,972.20
Entretien	15,592.05	16,764.65	16,962.15	17,835.00	16,836.40	17,650.90
Fonds de construction et des jurés	14,737.64	14,992.35	17,149.88	14,597.58	11,908.39	16,598.75
Droits	3,406.18	5,916.16	2,884.72	2,662.33	2,621.45	4,610.82
Contributions des M. pour l'entretien des prisons...	1,143.86	405.54	* 30,528.94	6,644.06	8,604.93	12,214.31
Entretien de la milice, des extradés et autres malfaiteurs.....	16.17	100.01	19.95	80.67		
Prison de Québec, travail des détenus.....	65.91	24.01	16.57		92.50	95.25
Prison de Québec, de la ferme	105.10	20.00	118.00	73.74	117.00	
Prison de Québec, gardes, de la ville de Québec.....	1,600.00	1,600.00	1,600.00	1,600.00	1,200.00	1,600.00
Amendes.....	2,714.39	2,483.15	1,703.23	1,305.72	1,255.80	158.05
Honoraires des grands constables.....	586.67	599.90	446.88	547.00	680.06	509.21
Palais de justice de Montréal.....	2,805.67	3,631.63	2,830.53	1,414.62	2,472.09	1,569.19
Prison de Montréal, vente de pierres cassées.....	11,039.79	2,316.25		7,268.17	6,275.92	5,115.80
Palais de justice de Montréal, cautions confisquées.....		1,757.23				
Palais de justice de Montréal, vente d'objets non réclamés.....						
Prison de Montréal, de la ville de Montréal en règlement de compte.....			37.10			
Prison de Montréal.....			10,991.80			
Prison de Montréal, travail des détenus.			712.58			
	219,374.63	202,042.58	252,204.23	214,626.63	226,727.64	236,094.48

* Y compris \$24,177.10 de la ville de Montréal, en règlement de compte.

Le trésorier provincial adjoint,
H. T. MACHIN.

DÉPENSES POUR L'AGRICULTURE

De 1885-86 à 1890-91, inclusivement, d'après les comptes publics.

Département du Trésor, Québec, 9 janvier 1892.

	1885-'6.	1886-'7.	1887-'8.	1888-'9.	1889-'90.	1890-'1.
Total des dépenses.....	\$ 79,182 89	\$ 89,476 22	\$ 97,700 00	\$ 94,061 93	\$ 98,636 54	\$ 112,737 09
QUELQUES DÉTAILS.						
Sociétés d'agriculture.....	\$ 42,549 80	\$ 43,185 17	\$ 50,000 00	\$ 50,000 00	\$ 50,000 00	\$ 50,000 00
Écoles d'agriculture.....	3,400 00	3,106 65	4,400 00	3,400 00	3,400 00	3,900 00
Association laitière de la province de Québec.....	1,000 00	1,000 00	1,000 00	1,000 00	1,000 00	1,500 00
Sucrerie de Farnham....	7,000 00	7,875 00	7,000 00	7,000 00	7,000 00	7,000 00
Conseil d'hygiène.....	.....	.....	.....	6,000 00	6,000 00	6,000 00
Loi sur les fabriques.....	.....	.....	.....	.....	5,000 00	5,000 00
Achat de vaccin .....	.....	.....	.....	1,000 00	1,000 00	2,000 00

Le trésorier provincial adjoint,
H. T. MACHIN.

ETAT comparatif des dépenses de colonisation, d'immigration et de rapatriement de 1885-86 à 1890-91, inclusivement, d'après les comptes publics.

Département du Trésor, Québec, 9 janvier 1892.

	1885-86.	1886-87.	1887-88.	1888-89.	1889-90.	1890-91.
COLONISATION :						
Chemins de colonisation.....	\$152,214 00	\$150,000 00	\$70,000 00	\$100,000 00	\$102,000 00	\$100,000 00
Sociétés de colonisation.....	4,991 40	5,000 00	5,000 00	11,000 00	16,000 00	11,000 00
Pont sur le Richelieu.....	2,000 00	.....	.....	.....	.....	.....
Do au. l'Ottawa.....	2,000 00	.....	.....	.....	.....	.....
Dessèchement, etc., du Norton Creek.....	.....	.....	500 00	500 00	500 00	500 00
Do entre les rivières Laguerre et St-Louis.....	.....	.....	2,000 00	.....	.....	.....
Do do Seguenay.....	.....	.....	1,000 00	1,000 00	1,000 00	.....
Macadamisage de routes, etc., Coteau Landing.....	.....	.....	3,000 00	3,000 00	3,000 00	3,000 00
Compagnie de macadamisage, comté de Beaufort.....	.....	.....	1,000 00	.....	.....	.....
Chemins spéciaux, ponts, petits aqueducs, etc., comté de Beauce.....	.....	.....	2,000 00	.....	.....	.....
Aide au vapeur faisant le service des Grandes Piles à la Tuque.....	.....	.....	3,000 00	.....	.....	.....
Creusage de la rivière Lacolle.....	.....	.....	.....	500 00	500 00	.....
Do Petite rivière, Montréal.....	.....	.....	.....	2,500 00	2,000 00	.....
Aide au vapeur du lac St-Jean.....	.....	.....	.....	510 00	500 00	.....
Topographie, rapports, statistiques, etc.....	.....	.....	.....	1,000 00	1,000 00	1,000 00
Grande route dans les comtés de Gaspé et de Bonaventure.....	.....	.....	.....	4,000 00	4,000 00	2,000 00
Creusage de la rivière Lacadie.....	.....	.....	.....	.....	2,000 00	2,000 00
Pont sur la Métapédic.....	.....	.....	.....	.....	500 00	.....
Dessèchement des 20e et 21e rangs d'Union.....	.....	.....	.....	.....	1,400 00	.....
Do de la rivière St-Pierre, à St-Hermas.....	.....	.....	.....	.....	2,000 00	.....
Do du marécage de Ste-Brigitte, comté d'Iberville.....	.....	.....	.....	.....	500 00	150 00
Arboriculture.....	.....	.....	.....	.....	.....	500 00
Creusage de la rivière-à-la-Tortue.....	.....	.....	.....	.....	.....	3,000 00
Do de la rivière des Hurons, au village St-Jean-Baptiste.....	.....	.....	.....	.....	.....	50,000 00
Chemins de colonisation, etc., porté au compte des dép. spéciales.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
IMMIGRATION ET RAPATRIEMENT						
.....	\$161,205 40	\$155,000 00	\$87,500 00	\$124,000 00	\$140,050 00	\$173,150 00
.....	9,089 71	8,000 00	7,300 00	7,747 00	10,965 53	9,741 80
Total.	\$170,295 11	\$163,000 00	\$94,800 00	\$131,747 00	\$151,015 53	\$182,891 80

Le trésorier provincial adjoint,

H. T. MACHIN.

ÉTAT comparatif des dépenses ordinaires et extraordinaires pour travaux et édifices publics, de 1885-86 à 1890-91, inclusivement, d'après les comptes publics.

Département du Trésor, Québec, 9 Janvier 1892.

	1885-'86.	1886-'87.	1887-'88.	1888-'89.	1889-'90.	1890-'91.
ORDINAIRES.						
Loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics.....	\$ 59,184.00	\$ 74,549.00	\$ 103,877.50	\$ 69,250.00	\$ 89,500.00	\$ 109,183.07
Inspections, arpentage etc.....	1,499.21	539.73	3,197.10	1,996.10	3,000.00	3,500.00
Loyer des palais de justice et des prisons.....	906.76	906.70	906.76	906.76	906.76	906.76
Assurances do.....	6,000.00	880.45	578.30	7,194.00	4,036.11	23.00
Réparations, etc. do.....	14,994.43	17,700.00	36,131.25	36,817.37	51,398.36	26,000.00
Changements dans le mobilier législatif.....	.....	.....	206.00	.....	.....	.....
Fauteuil du président do.....	.....	.....	200.00	.....	.....	.....
Total.....	82,584.40	94,575.94	145,096.91	116,164.23	148,841.23	139,612.83
SPÉCIALES.						
Nouveaux édifices du Parlement.....	87,000.00	184,298.00	250,000.00	125,729.53	162,760.00	13,495.34
Palais de justice de Québec.....	90,000.00	193,212.42	210,000.00	42,733.59	49,037.36	159,007.00
Palais de justice de Montréal, agrandissement.....	.....	18,000.00	21,422.83	50,000.00	.....	150,000.00
Ecole Normale McGill.....	.....	.....	2,500.00	.....	.....	60,806.00
Palais de justice et prisons.....	.....	.....	12,000.00	15,400.00	7,046.47	27,176.00
Ponts de fer.....	.....	.....	25,000.00	50,000.00	76,460.42	100,000.00
Explorations dans le comté de Dorchester et autres.....	.....	.....	10,000.00	10,000.00	9,824.50	.....
Spencer-Wood.....	.....	.....	.....	4,000.00	10,231.00	1,000.00
Prison neuve de Montréal.....	.....	.....	.....	.....	.....	27,263.44
Réparation des édifices de l'exposition et achat de terrain, à Montréal.....	.....	.....	.....	.....	.....	53,721.90
Ecole Normale Jacques-Cartier.....	.....	.....	.....	.....	.....	80,000.00
Edifice des arts et métiers, à Québec.....	.....	.....	.....	.....	.....	5,532.00
Totaux.....	177,000.00	395,510.42	550,922.83	297,863.12	315,359.75	678,000.68

Le trésorier provincial adjoint,
H. T. MACHIN.

ETAT des recettes et dépenses des terres de la couronne pour les années fiscales 1885-86 à 1890-91, inclusivement.

TERRES DE LA COURONNE, 1885-86.

RECETTES.

Département des terres de la couronne :

Recettes générales.....	\$	62,029	66
Bois et forêts.....		528,574	80
Domaine de la couronne.....		5,539	44
Seigneurie Lauzon		6,555	39
Service d'enregistrement		48	51

Fonds des municipalités (terres du clergé):

Capital	\$	1,873	03
Intérêt		555	13
		2,443	16

Fonds de l'instruction supérieure (succes- sion des Jésuites).....

5,239	18
16,352	15
21,591	33

do do caisse du revenu do

3,703	53
630,475	82

A ajouter: Montant crédité au trésorier par la banque après le 30 juin 1885.— Voir les comptes publics de 1885, page 4.....

11,292 56

641,768 38

A déduire: Montant de cette année crédité au trésorier par la banque après le 30 juin 1886....

5,499 14

636,269 24

A ajouter: Montant des billets non échus ou payés au 30 juin 1885.—

Comptes publics de 1885, page 4.....\$ 81,850 26

Défalcation do do. 51,527 32

133,377 58

769,646 82

A déduire: Montant des billets non

échus ou payés au 30 juin 1886.....\$102,000 11

Montant dû sur défalcation 46,824 95

148,825 06

\$620,821 76

DÉPENSES.

Service de l'enregistrement.....	\$	21,000	00
Arpentage.....		30,000	00
Dépenses générales		64,000	00
Compte non réglé		15,000	00
Salaires des départements.....	\$	39,974	16
Dépenses imprévues des départements		9,000	00
		48,974	16

\$178,974 16.

J—(Suite.)

TERRES DE LA COURONNE, 1886-87.

RECETTES.

Département des terres de la couronne:

Recettes générales	\$ 48,022 38
Bois et Forêts.....	582,618 07
Domaine de la couronne.....	3,184 71
Seigneurie Lauzon.....	586 42
Service de l'enregistrement.....	8 15
Arpentage.....	3 00

Fonds des municipalités (terres du clergé):

Capital.....	\$ 951 61
Intérêt.....	141 79
	1,093 40

Fonds de l'instruction supérieure (succes-
sion des Jésuites).....

.....	2,712 08
Fonds de l'instruction supérieure, intérêts (succession des Jésuites).....	9,716 64
	12,428 72
Comptes non réglés (dépôts).....	5,090 64

652,985 49

A AJOUTER: Montant de l'année dernière crédité
par la banque après le 30 juin 1886.....

5,499 14

658,484 63

A AJOUTER: Montant des billets à
échoir ou payés au 30 juin 1886...\$102,000 11
Montant réduit sur défalcation au 30
juin 1886.....

46,824 95

148,825 06

807,309 69

A DÉDUIRE: Montant des billets non
échus ou payés au 30 juin 1887....\$ 75,300 98
Montant réduit sur défalcation.....

39,388 23

114,689 21

\$692,620 48

DÉPENSES.

Service de l'enregistrement	\$ 29,000 00
Arpentage.....	38,600 00
Dépenses générales.....	62,811 00
Comptes en suspens.....	15,000 00
Explorations de mines	2,500 00
Pêcheries	1,200 00
Protection des forêts contre le feu.....	5,000 00
Salaires des départements.....	\$40,210 00
Dépenses imprévues pour les départements.	8,106 50
	48,316 50

\$202,427 50

J—(Suite.)

TERRES DE LA COURONNE 1887-88.

RECETTES.

Département des terres de la couronne:

Recette générales.....	\$ 52,630 08
Bois et forêts	598,868 89
Domaine de la couronne.....	3,058 54
Seigneurie Lauzon.....	4,751 00
Service de l'enregistrement.....	71 35
Arpentage.....	50 00

Fonds des municipalités (terres du clergé):

Capital	\$ 1,183 40
Intérêt	417 04
	1,600 44

Fonds de l'instruction supérieure (succes-
sion des Jésuites)..... 34,712 93

Fonds de l'instruction supérieure, intérêts
(succession des Jésuites)..... 9,000 98

43,713 91

Comptes en suspens (dépôts)

5,584 58

710,123 59

A AJOUTER: Montant des billets à échoir

ou payés au 30 juin 1887.....\$75,300 98

Montant redû sur défalcation au 30

juin 1887..... 39,388 23

114,689 21

824,812 80

A DÉDUIRE: Montant crédité au trésorier

par la banque après le 30 juin 1888.\$ 1,845 77

Montant redû sur défalcation au 30

juin 1888..... 39,388 23

Montant des billets à échoir ou payés

au 30 juin 1888..... 57,951 30

99,185 30

\$725,627 50

DÉPENSES.

Service de l'enregistrement.....	\$ 30,000 00
Arpentage.....	52,844 93
Dépenses générales.....	85,250 00
Comptes en suspens.....	15,000 00
Pêcheries	1,200 00
Arboriculture.....	300 00

184,594 93

Moins sommes payées en règlement de

vieux comptes conformément au 51-

52 Vic, c. 1, Nos. 14, 15 et 16, liste A.:

Service de l'enregistrement.....\$ 5,000 00

Arpentage 22,844 93 |

Dépenses générales..... 28,000 00

55,844 93

128,750 00

Salaires des départements.....\$40,147 76

Dépenses imprévues pour les départements. 11,713 49

51,861 25

Montant transporté aux dépenses extraordinaires

comme ci-dessus..... 55,844 93

\$238,456 18

J—(Suite.)

TERRES DE LA COURONNE, 1888-89.

RECETTES.

Département des terres de la couronne :

Recettes générales	\$ 70,286 88
Bois et forêts	958,938 00
Domaine de la couronne.....	3,755 76
Seigneurie Lauzon	4,946 72
Service de l'enregistrement.....	33 59
Arpentage.....	130 25

Fonds des municipalités (terres du clergé) :

Capital	\$ 2,622 80
Intérêt	772 85
	3,395 65

Instruction supérieure :

Fonds placé de la suc. des Jésuites.	\$ 6,536 76
Intérêt do. do. ..	9,659 54
	16,196 30

Comptes en suspens (dépôts).....	7,516 50

1,065,199 65

A AJOUTER: Montant des billets à échoir

ou payés au 30 juin 1888.....\$57,951 30

Montant du revenu de l'année précé-

dente entré par la banque après le

30 juin..... 1,845 77

Montant redû sur défalcation..... 39,388 23

99,185 30

1,164,384 95

A RÉDUIRE: Montant redû sur défalca-

tion\$39,388 23

Montant des billets à échoir ou payés

au 30 juin 1889..... 49,951 30

89,339 53

1,075,045 42

DÉPENSES.

Service de l'enregistrement.....	\$ 38,000 00
Arpentage	50,000 00
Dépenses générales	102,000 00
Pêcheries.....	1,200 00
Comptes en suspens	10,000 00
Salaires des départements.....	\$42,259 99
Dépenses imprévues par les départements..	12,131 64
	54,391 63

\$255,591 63

J—(Suite.)

TERRES DE LA COURONNE, 1889-90.

RECETTES.

Département des terres de la couronne.

Recettes générales	\$ 73,223 19
Bois et forêts	806,051 69
Domaine de la couronne	9,619 69
Seigneurie Lauzon	4,108 17
Service de l'enregistrement	21 90

Fonds des municipalités (terres du clergé):

Capital	\$ 1,494 87
Intérêt	289 34

1,784 21

Instruction supérieure :

Fonds Placé (suc. des Jésuites) ...	\$ 4,023 38
Fonds à intérêt do do ...	7,873 58

11,896 96

Comptes en suspens (dépôts)	11,921 96
-----------------------------------	-----------

918,627 77

A AJOUTER: Billets en mains au 30 juin

1889	\$49,951 30
------------	-------------

MOINS: Montant des billets retournés
conformément à l'ordre-en-conseil

No. 144 du 18 avril 1890	5,325 50
--------------------------------	----------

44,625 80

Montant redû sur défalcation	39,388 23
------------------------------------	-----------

84,014 03

1,002,641 80

A DEDUIRE: Montant redû sur défalca-

tion.	\$39,388 23
------------	-------------

Montant des billets en mains au 30

juin 1890	44,625 80
-----------------	-----------

84,014 03

\$918,627 77

DÉPENSES.

Service de l'enregistrement	\$ 31,000 00
Arpentage	45,000 00
Dépenses générales	136,832 20
Pêcheries	3,000 00
Comptes en suspens	14,000 00
Protection des forêts	10,000 00
Salaires des départements	\$43,872 50
Dépenses imprévues pour les départements.	14,039 89

57,912 39

\$297,744 59

J—(Suite.)

TERRES DE LA COURONNE, 1890-91.

RECETTE.

Département des terres de la couronne :

Recettes générales.....	\$ 63,122 46
Bois et forêts.....	646,237 25
Domaine de la couronne.....	15,943 86
Seigneurie Lauzon.....	710 31
Service de l'enregistrement	10 35

Fonds des municipalités (terres du clergé) :

Capital	\$ 1,090 97
Intérêt	212 27
	1,303 24

Instruction supérieure :

Fonds Placé (suc. des Jésuites) ..	\$ 363 04
Fonds à intérêt do. do. ..	7,972 28
	8,335 32

Comptes en suspens (dépôts).....	6,881 83
----------------------------------	----------

742,544 62

A AJOUTER : Montant des billets à échoir

ou payés au 30 juin 1890.....	\$44,625 80
Montant redû sur défalcation.....	39,388 23
	84,014 03

826,558 65

A DÉDUIRE : Montant redû sur défalca-

tion	\$39,388 23
Montant des billets en mains au 30	
juin 1891.....	44,625 80
	84,014 03

\$742,544 62

DÉPENSES.

Service de l'enregistrement.....	\$ 58,000 00
Arpentage	64,000 00
Dépenses générales.....	134,875 00
Pêcheries.....	3,000 00
Comptes en suspens.....	18,000 00
Protection des forêts.....	10,000 00
Salaires des départements.....	\$49,643 39
Dépenses imprévues pour les départements.	16,000 00
	65,643 39

\$355,518 39

Le trésorier provincial adjoint,

H. T. MACHIN.

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES DE DIVERS SERVICES POUR LES ANNEES FISCALES 1885-86 A 1890-91, INCLUSIVEMENT, D'APRES LES COMPTES PUBLICS.

Département du Trésor, Québec 9 janvier 1892.

	1885-86	1886-87	1887-88	1888-89	1889-90	1890-91
Perception du revenu :						
Terres de la couronne.....	\$130,000 00	\$154,111 00	\$128,750 00	\$201,200 00	\$239,832 20	\$287,875 00
Fonds des municipalités.....	288 00	216 00	3,648 00	2,004 00	216 00	288 00
Journal officiel.....	12,260 77	14,500 00	13,644 33	13,623 45	14,079 71	15,684 63
Timbres, licences, etc.....	12,000 00	9,319 56	11,469 12	8,569 29	8,345 82	9,397 68
Inspection des chemins de fer.....	9,999 57	3,374 65	8,000 00	1,500 00	1,000 00	1,000 90
Service des marchandises du c. de fer Q.M.O. & O.	26,531 79	28,748 62	41,666 05	8,500 00	5,000 00	.....
Déboursés des percepteurs.....	191,080 13	210,269 83	207,177 50	48,635 11	46,676 35	53,716 41
Impression et distribution de livres, brochures, etc., commissions, arbitrage, enquêtes et conférences. Transcription des registres, documents, etc. Services spéciaux et supplémentaires de diverses personnes. Octrois, etc., aux expositions. Honoraires aux avocats et aux notaires pour services professionnels. Aide aux incendiés et autres. Aide aux institutions, sociétés, ponts, etc. Dons aux veuves d'employés publics. Pensions aux employés du service civil et aux instituteurs. Frais de voyage de certaines personnes. Agents en France, etc.	57,800 00	72,793 50	68,952 87	93,112 37	79,965 18	122,086 69
Totaux.....	\$248,880 74	283,063 33	276,130 37	377,144 22	395,105 26	490,048 41

Le trésorier provincial adjoint,
H. T. MACHIN.

**ÉTAT DES SOMMES PAYÉES SUR L'EMPRUNT DE \$3,500,000, AUTORISÉ PAR
L'ACTE 50 VIC., CHAP. 2, JUSQU'AU 30 JUIN 1891.**

SERVICES MENTIONNÉS DANS LE PRÉAMBULE DE L'ACTE.	Paiements faits du 1er février 1887 jusqu'au 30 juin 1891, pour le compte des sommes mentionnées dans l'Acte.		Appoints non payés.
	1887.	1891.	
Emprunts temporaires et fonds en fidéi-commis.....	\$ 729,227 67	\$ 546,820 48	\$ 182,907 19
Mandats non payés.....	16,196 78	16,196 78	.....
Appoints des subsides en argent accordés avant 1886.....	579,782 25	261,853 75	318,878 50
Appoints des subsides en terres accordés avant 1886.....	1,548,428 50	900,962 60	647,465 90
Edifice législatif et palais de jus- tice à Québec.....	427,937 06	427,937 06	.....
Redû au chemin de fer Q.M.O.&O.	64,070 00	64,070 00	.....
Perte de dépôt dans la b d'Echange	27,000 00	.....	27,000 00
Déficit approximatif du revenu de 1886-87.....	370,842 06	315,606 16	55,235 90
	\$3,763,484 32		
Palais de justice à Montréal.....	200,000 00	200,000 00	.....
Ponts de fer.....	25,000 00	25,000 00	.....
Explorations.....	10,000 00	10,000 00	.....
Budget supplémentaire, 1886-87..	39,190 57	.....	39,190 57
	\$4,037,624 89	\$2,767,446 88	\$1,270,178 06
Produit net de l'emprunt autorisé par l'acte 50 Vic., chap. 2...			\$3,378,332 50
Paiements indiqués ci-dessus.....			2,767,446 88
Balance qui devrait être disponible pour servir à payer les appoints non payés indiqués ci-haut.....			\$ 610,885 67

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR, }
QUÉBEC, 9 Janvier 1892. }

NOTA.—On a fait de fort paiements en acompte sur les édifices parle-
mentaires et sur le palais de justice, à Québec, sur des ponts de fer et sur
des explorations, en sus des sommes visées dans l'acte sus-indiqué, qui
sont inclus dans les articles classés sous la rubrique dépenses spéciales,
mentionnées dans l'acte de la dernière session autorisant un emprunt de
\$10,000,000.00.

Le trésorier provincial adjoint,
H. E. MACHIN.